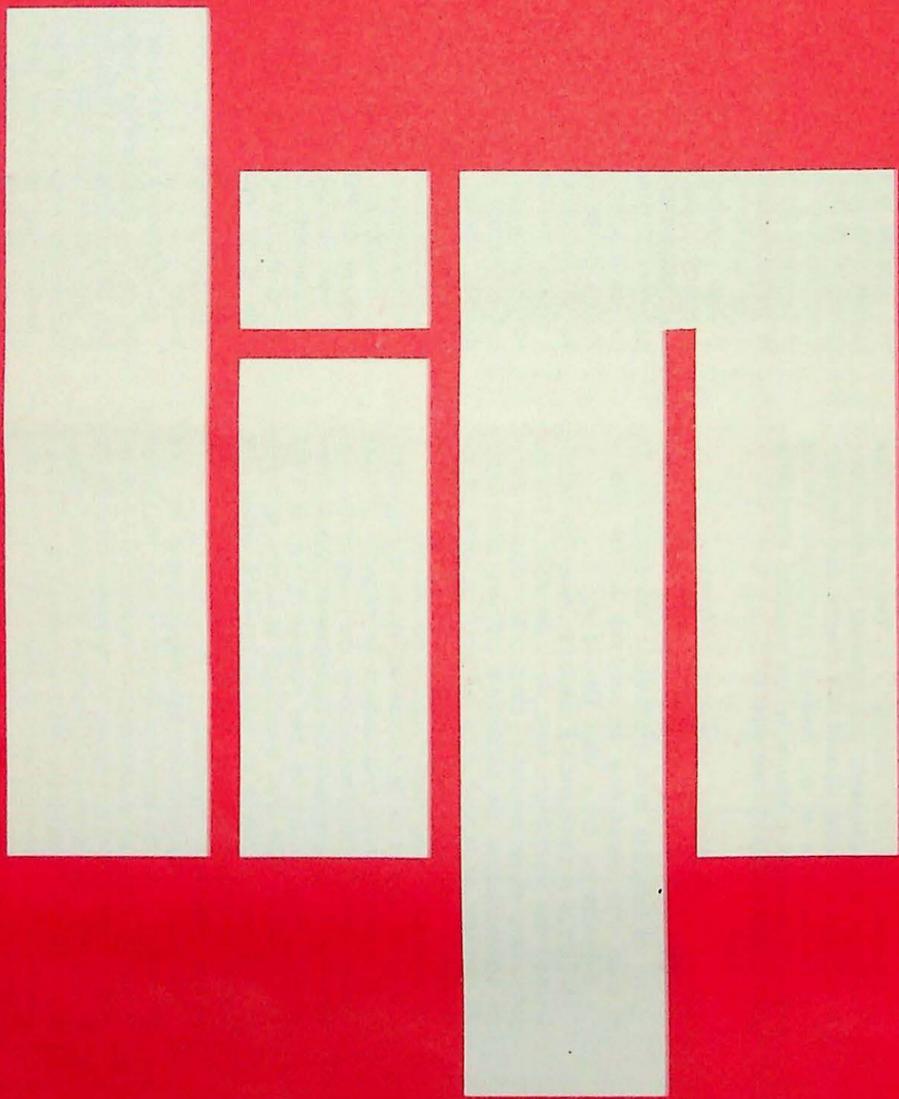


# tribune

**PSU**

## socialiste



**la longue  
marche  
vers la  
VICTOIRE!**

○ **KLAP. 68**  
un journal,  
une région

---

○ **C.F.D.T.**  
autonomie  
ou repli ?

---

○ **PUIG ANTICH**  
un silence  
de mort

---

○ **CHILI**  
la gauche  
chrétienne

# Lip : une victoire encore fragile

« La longue marche vers la victoire » titrons-nous cette semaine à propos de Lip. Nous avons attendu jusqu'au dernier moment les conclusions des négociations de Dôle et le vote de l'assemblée générale. Celle-ci vient d'approuver à la quasi-unanimité le protocole d'accord. Elle l'a fait en connaissance de cause, après une étude approfondie du projet industriel

dans sa dynamique et pas seulement dans ses aspects immédiats.

Michel Rocard montre ici pourquoi il s'agit incontestablement d'une première victoire, même si, comme nous l'avons toujours affirmé, la victoire définitive ne sera acquise qu'après la réembauche de la totalité du personnel.

UNE des plus longues luttes du mouvement ouvrier est en train de se terminer. Le protocole d'accord signé cette nuit entre les négociateurs patronaux et les représentants des travailleurs a été approuvé mardi matin en assemblée générale à la quasi-unanimité (3 contre - 16 abstentions).

## rien n'est acquis

Certes, la remise en route de l'usine de Palente n'est pas encore acquise. Elle est pour une part conditionnée par une subvention du gouvernement qui, si l'on en croit la presse, a fait l'objet d'un accord. Mais dans l'état actuel du gouvernement, on peut toujours en craindre la remise en question tant que le versement n'est pas fait.

Le Premier ministre parle mercredi. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que ce ne sont pas en général ses déclarations qui ont fait avancer l'affaire.

Enfin, très vraisemblablement, chacun des groupes industriels et financiers, aussi bien français que suisses, devant participer à l'opération, aura probablement à donner son approbation au protocole social signé cette nuit.

Rien de tout cela n'est acquis d'avance, même si l'espoir est maintenant grand.

Mais nous n'insisterons jamais trop sur le fait que l'affaire est loin d'être finie : l'objectif des travailleurs c'est la réembauche totale de tout le personnel de Lip et cet objectif-là est conditionné non seulement par le redémarrage effectif de l'usine, mais par son retour à une situation économique complètement saine. Pendant cette période, ce sont les textes relatifs à la formation professionnelle qui doivent s'appliquer pour que soient pris en charge les travailleurs non immédiatement réembauchés. La puissance publique a là encore une possibilité de briser la lutte des Lip, si elle y tient absolument.

Malgré l'importance des incertitudes qui subsistent, on n'a tout de même jamais été aussi près du succès, quoi qu'en disent M. Messmer et... la C.G.T. Il est en effet attristant pour des militants du mouvement ouvrier profondément soucieux d'unité, d'une unité à la fois efficace et victorieuse, de constater que la pre-

mière centrale syndicale tienne à propos de Lip un langage identique à celui du Premier ministre, qui a assez montré dans cette affaire sa volonté — et en même temps son impuissance — de briser l'entreprise et le combat de ses travailleurs.

L'argument est vite résumé : « Voyez donc ces travailleurs inconséquents qui refusent le magnifique plan Giraud au terme duquel 980 d'entre eux devaient être réembauchés et qui finissent par signer on ne sait quel plan qui n'assure la réembauche immédiate que de 200 à 250 d'entre eux ».

## pas de " plan Giraud "

Ces déclarations sont froidement mensongères et je crois très nécessaire de rappeler ici en quoi il n'y a jamais eu de « plan Giraud ».

M. Giraud a commencé à négocier avec les représentants des travailleurs sans rien connaître à l'horlogerie, sans étude préalable, sans avoir reçu la moindre communication de documents officiels administratifs touchant seulement à ce qui avait pu être dit de l'industrie horlogère lors de l'élaboration du 6<sup>e</sup> Plan par exemple — ou rien d'autre d'équivalent.

Il a fait le pari de la remise en route d'une entreprise moyenne avec financement et capacité d'intervention limités à la France, pari qu'il exprimait oralement au fur et à mesure de l'avancement des conversations. Vers la fin de ces conversations, il s'est rendu compte qu'il tirait trop court et qu'une entreprise ainsi conçue n'était en aucune manière viable. Il y fallait une dimension internationale et des appuis techniques industriels importants.

Les travailleurs associés aux négociations ont très bien senti dans les derniers dix jours que M. Giraud voulait se dégager et cherchait la rupture. Il l'a obtenue en remettant en cause in extremis la création d'un atelier de boîtiers de montres qu'il avait imaginée lui-même initialement avec un effectif de 150 personnes et qu'il a — le dernier jour — réduit de manière provocatrice à 50 personnes, ce qui n'avait plus de signification économique, pour faire apparaître une centaine de licenciements imposés par lui et provoquer par là, la rupture.

Ses dernières propositions, en retrait sur ce qui s'était dit et ce qui avait été accepté la semaine d'avant, tiennent sur deux pages dactylographiées et c'est le seul document que l'on puisse appeler le « Plan Giraud ». Il ne comporte aucune structure financière, aucune structure industrielle, aucune définition des chaînes de produits à fabriquer, aucune stratégie d'appui technologique ou sous-traitance avec d'autres groupes, aucune stratégie de marketing.

Le plan Giraud n'existait pas. Giraud ne pouvait pas assurer la relance et l'a lui-même découvert.

C'est avec le néant que les travailleurs doivent aujourd'hui comparer les propositions de MM. Neuhwander et Bidégain.

## une stratégie admissible

Dans sa partie industrielle et financière, le rapport est encore secret. Mais on en connaît tout de même quelques éléments. La structure associe plusieurs très grands groupes industriels français, un groupe suisse, l'Assuag, et des banques nationalisées. La stratégie de redémarrage est d'équilibrer le compte d'exploitation de l'entreprise aussitôt que possible et de n'embaucher les travailleurs qu'au fur et à mesure qu'ils s'intègrent dans le plan de production assuré de ses fournitures et de ses ventes.

Cette stratégie est parfaitement admissible, si le dispositif social apporte l'appui des crédits de formation professionnelle pour les travailleurs qui ne seraient pas immédiatement réembauchés. Il est difficile de porter un jugement sur la stratégie industrielle sur la chaîne de produits, sur une offensive de marketing, sur un réseau de relations techniques de fournisseurs à clients que l'on ne connaît pas, qui visiblement ont été fouillés de très près puisqu'ils ont semble-t-il, forcé l'accord des spécialistes du ministère de l'industrie, chargé de l'étude et dont on peut penser qu'ils n'étaient pas systématiquement bien disposés.

De toute façon, il n'y a pas d'autre choix parce qu'il n'y a jamais eu d'autre projet. Une victoire complète des travailleurs de Lip sur l'objectif « pas de démantèlement de Palente (la machine-outil a toujours été un peu étrangère à l'usine de Palente) et pas de licenciement » ne pourra être mesurée que dans un an, quand l'entreprise travaillera à pleine puissance ; mais il est incontestable qu'il y a aujourd'hui demi-victoire.

A quoi est-elle due ? Les facteurs en sont nombreux :

— le premier est de toute évidence l'unité profonde de la très grande majorité des travailleurs de Lip. La puissance et l'imagination qu'ils ont su donner à leur forme de lutte. Constamment capables de réalimenter l'opinion en information, de maintenir leur pression, de préserver leur solidarité, d'imposer le respect de leurs objectifs, ils ont montré un visage à la fois combatif, rayonnant, responsable et efficace de la classe ouvrière ;

— le second facteur c'est à l'évidence le soutien

de l'opinion. Ce soutien, reflété par la presse presque tout le long du conflit, sauf immédiatement après la rupture de Giraud, est dû lui-même à beaucoup de choses : l'évidente légitimité du combat des travailleurs refusant d'être victimes de la mauvaise gestion patronale, les formes très novatrices de leur lutte, mais aussi l'absence totale de toute violence physique dans cette lutte.

Sans être historien, je crois pouvoir pourtant écrire qu'il n'y a pas dans l'histoire du mouvement ouvrier français de lutte ponctuelle aussi longue, aussi ferme dans ses formes d'action et comportant aussi peu d'affrontements violents, et cela malgré la provocation de l'occupation de l'usine par les CRS.

C'est un des enseignements les plus importants qu'ils nous donnent.

Mais la troisième raison de leur victoire est peut-être plus fondamentale : elle tient à la justesse de l'analyse économique qu'ils ont faite et fait confirmer par les experts qu'ils se sont attachés : Lip est rentable. Lip peut redémarrer sous condition de n'être pas démantelé. Cette vérité d'évidence a fini par s'imposer même au gouvernement et au C.N.P.F.

Cependant, la force des Lip n'aurait pas suffi à imposer la victoire s'ils n'avaient pas bénéficié des contradictions internes aussi bien dans le gouvernement que dans le patronat. Devant la perspective d'une quarantaine de procès dans diverses villes de France, de manière intermittente dans l'année qui vient, devant la perspective de reprendre les conversations patrons-syndicats sur l'emploi avec l'abcès Lip non réglé, et devant la perspective de laisser en chômage 1.000 travailleurs combatifs et bien organisés dans une ville incapable de les reclasser sur place, plus d'un ministre a hésité.

De plus, le procès du projet industriel est difficile à faire pour le gouvernement, car Lip peut redevenir une industrie puissamment exportatrice et elle est peu consommatrice d'énergie, toutes chances qui ne sont pas de celles que l'on peut gâcher allègrement dans la conjoncture actuelle. C'est probablement pour cela que des groupes financiers puissants ont décidé de jouer la relance.

## un patronat dur

Ces groupes, les militants du P.S.U. les connaissent bien, pour avoir soutenu la lutte de Rhodiacta chez Rhône-Poulenc, Evian chez B.S.N.

Pour être moderne, ce patronat n'en est pas moins un patronat dur. Mais sa stratégie à long terme pour la défense du capitalisme passe davantage par une tentative d'intégration de la classe ouvrière, donc de bonnes relations avec ses organisations syndicales que par la recherche du soutien du capitalisme archaïque. Elle s'oppose à celle de Messmer, ce qui explique la crise ouverte de ces dernières semaines.

Les Lip bénéficient de cette contradiction ; il leur restera à préserver leur autonomie, à savoir sous d'autres formes continuer le combat. On peut leur faire confiance. Michel ROCARD ■

# une autre vérité

**D**EVANT une Assemblée nationale quasi indifférente (l'échange le plus vif ayant porté sur l'état de la dentition de François Mitterrand), Messmer, impavide, le visage marmoréen, affirme avec force : « Nous voulons dire la vérité aux Français ». Habités que nous sommes aux vérités successives du Pouvoir, nous passerons rapidement sur cette déclaration historique.

Car c'est une autre vérité, qu'il nous faut inlassablement faire apparaître : au-delà du conditionnement de l'information, du matriage idéologique, du camouflage systématique des éléments permettre une appréciation sérieuse de la situation. Une autre vérité.

## l'heure des CRS

Samedi 26 janvier, 7 heures du matin : au 214 de la rue Raymond-Losserand, un quartier du 14<sup>e</sup> éventré pour le seul profit des promoteurs. L'aube naissante est grise et froide. C'est l'heure des CRS, des gendarmes mobiles et des gardiens de la paix : ils ont pris position, en nombre imposant, autour d'un foyer de travailleurs immigrés, Maliens, Sénégalais, Mauritanien.

L'endroit est sinistre et insalubre, certes. Mais ces travailleurs venus d'ailleurs y sont chez eux : ils s'y sont organisés, en une communauté d'entraide - qui est aussi une communauté culturelle. Ensemble, ils peuvent se protéger, se défendre contre un environnement hostile. Recréer autour de leurs langues, de leurs traditions, une identité collective.

Des militants sont avec eux, dans ce petit matin de la violence policière, dont beaucoup du PSU. Ils tenteront, tous ensemble, de mobiliser la presse, de réveiller le quartier. Vainement. A 11 h, les bulldozers détruisent le foyer. La communauté, dernier rempart contre le désespoir de la non-vie, n'existe plus.

Une autre vérité...

Samedi 26 janvier, 16 h. Cité de la Grande-Borne, Grigny, à 20 km de Paris. Une manifestation se déroule pour protester contre la fermeture du foyer des jeunes. La Grande Borne, où l'architecte Aillaud, a, pour son plaisir, coulé dans le béton ses phantasmes de vieux surréaliste. Cité du transit, au triste record des saisies d'huissiers et des tentatives de suicide.

Quelque chose était en train de naître, au foyer des jeunes. On pouvait s'y rencontrer librement, y parler, s'occuper ensemble. Il n'était pas tolérable de laisser l'expérience se poursuivre : le Conseil général de l'Essonne a refusé sa subvention.

Une autre vérité...

Samedi 26 janvier, 20 h : il suffit de dépouiller les informations de la semaine pour se faire une idée précise du contenu du plan, qu'à la hâte, le Pouvoir nous prépare.

Michel Rocard écrivait la semaine dernière : « Dans l'état actuel des choses, le franc ne peut flotter qu'à la baisse (...). Si le franc baisse trop, il faudra bien finir par le soutenir tout de même, et les pertes de devises recommenceront... ». Les événements n'ont pas tardé à confirmer cette hypothèse : la Banque de France a dû, ces derniers jours, déboursé quelque 5 millions de dollars pour soutenir le franc flottant...

Ce glissement risque fort de s'accroître. Faute d'un encadrement sérieux, la décision prise de laisser flotter le franc a de bonnes chances de ne servir à rien : ni à favoriser les exportations, ni à éviter l'hémorragie de devises. En revanche, elle contribuera à renforcer l'inflation. Quel sera le montant de l'addition ? 12, 14, 15 % ? Et combien réellement pour les salaires les plus bas, les retraités, les économiquement faibles ? On sait bien que ce sont eux les plus touchés, puisque la hausse la plus forte porte sur les produits de consommation courante.

Peu à peu, les chiffres précisent ce que sera aussi la situation de l'emploi : 100 000 personnes dans l'aéronautique (ils étaient 108 000 en 73, et l'on prévoyait 120 000 pour 75...), chômage partiel chez Citroën, licenciements dans les papeteries, les tanneries... il serait trop long de faire la liste. Combien de chômeurs en 74 ? 700 000, 800 000 ?

## une érosion lente

Il est probable que nous n'allons pas vers une catastrophe économique, comme celle de 1929. La crise ne sera pas spectaculaire. Simplement, nous assisterons à une érosion lente et permanente du pouvoir d'achat, des difficultés croissantes pour vivre, un marché du travail fermé, particulièrement pour les jeunes et les travailleurs de plus de 45 ans.

Peut-on imaginer ce que ces simples mots représentent pour des millions de Français ? Une autre vérité... ces vérités dont Messmer ne parlera pas.

Nous l'avons déjà dit : la situation est ouverte. Le capitalisme peut très bien en être le bénéficiaire, s'il sait s'en servir pour hâter sa restructuration, consolider ses bases financières, articuler ses centres de décision et préparer ainsi son nouveau bond en avant, pour dans deux ou trois ans.

Nous savons, nous, que le socialisme peut seul apporter une réponse satisfaisante pour les travailleurs, en conciliant la nécessité d'une planification avec l'expression collective des choix prioritaires, en créant les conditions d'un développement qui met fin au gâchis capitaliste.

Encore faut-il gagner la course de vitesse qui s'engage aujourd'hui.

## une dynamique

C'est possible. Les organisations signataires du Programme commun parlent « d'objectifs concrets », la CGT et le PS, dans une rencontre récente, de « la plus large union des forces populaires à partir d'une plateforme commune », la CFDT, à son Conseil national, adopte une résolution appelant les travailleurs et leurs organisations, à mener, à tous les niveaux, une action offensive sur des objectifs immédiats susceptibles d'unifier les luttes.

Peu importent les mots, y compris ceux que nous utilisons nous-mêmes. Mais il est clair maintenant, que notre appel du Conseil national a de l'écho. Des solidarités se nouent, des positions se précisent, une dynamique populaire est engagée, même si bien des ambiguïtés subsistent.

Il faut que cette dynamique s'enrichisse des actions à la base, se conforte par le débat et les accords sur les actions possibles.

A tous les niveaux, le rôle du PSU est grand, et impérieuse la nécessité de notre renforcement pour peser encore, et de plus en plus, sur la situation. Alors, peut-être, au terme de la bataille, pourrions-nous enfin parler largement, puissamment de ces vérités que le Pouvoir nous cache.

Jean LE GARREC

## gros sous

Samedi 26 janvier, s'est tenue, 9, rue Borromée, une réunion nationale des trésoriers fédéraux. Cette réunion était animée par Lafrache, du B.N., et Jean Le Garrec, secrétaire national adjoint.

Lors de cette réunion, ont été analysés les résultats 1973 et commentés les objectifs 74, aussi bien pour le fonctionnement du parti que pour « TS ». La commission qui a été mise en place, et se réunira deux fois, devra faire des propositions sur les points suivants : dossier financier des sections et fédérations ; péréquation des frais de déplacement ; organisation de la rentrée des cotisations ; centralisation des achats.

Une deuxième réunion aura lieu en juin pour discussion sur l'ensemble de ces propositions.

Membres de la Commission : Boussey, Isère ; Berlan, Midi-Pyrénées ; Huei, Haute-Normandie ; Labrosse, Aisne ; Usubelli, Marne-Sud, Essonne ; Martine Franchot, Yvelines ; Barnier, Paris.

● Camarade Paris, recherche camarades régio parisienne intéressés par construction voiliers (acier ou béton) pour constitution association permettant mise en commun d'expériences et moyens matériels. Ecrire à Régie Information, 32, rue Le Peletier - 75009 PARIS, qui transmettra.

## ça a failli...

Faute de place, nous sommes obligés, chaque semaine, « d'écarter » un certain nombre d'articles et d'informations. Sans joie, croyez-le. Nous pleurons pour nos vingt pages. Nous y arriverons un jour, bientôt peut-être si la campagne d'abonnement ne fléchit pas. A vous de jouer.

C'est ainsi que vous avez failli lire cette semaine :

— Un article faisant le point sur les luttes dans l'armée.

— Un reportage sur l'évolution de la situation à Cerizay.

— Des détails sur la répression qui frappe les éducateurs de Poissy.

— Un article sur les DOM-TOM et la situation dans les Comores.

— Un article sur le sport et son rapport avec l'idéologie dominante.

Étc. Râlez pas, camarades « censurés ». Vendez, diffusez, abonnez à « T.S. » ! C'est la seule façon de s'en sortir.

### CALENDRIER POLITIQUE

● 1<sup>er</sup>/2 février à Fresnes (92) MIC - week-end « luttes sociales » - films - discussions avec des travailleurs de Lip et Cerizay, récital Catherine Ribeiro et groupe « Alpes ».

● 5 février 13 h. - Tribunal permanent des forces armées, rue de Reully, Paris (12<sup>e</sup>) - Procès de Bruno Herail, in-soumis.

● 9 février à Eaubonne (95) - local FSU - 6 place des Tilleuls - 6 heures pour le Chili (et non le 2 février comme indiqué précédemment).

● 9/10 février à Paris, 9, rue Borromée 15<sup>e</sup> - rencontre nationale lycéens.

## Société Générale : dont acte...

La Société Générale a finalement accepté d'être partie prenante du nouveau plan de financement de Lip. Nous en prenons acte et cessons donc immédiatement notre campagne dont nous savons qu'elle a eu une influence certaine sur cette nouvelle décision.

**tribune**  
FSU **socialiste**

Directeur politique : Gérard FERAN.  
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.  
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.  
Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. : 770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Régie Information

Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.  
S. A. Imprimerie Editions Moriamé  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

## POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE

1. Joindre la bande du dernier envoi avec 2 F en timbres-postes.
2. Indiquer la nouvelle adresse avec la codification postale.

YVES LE FOLL A L'ASSEMBLÉE

## le flottement du franc : un triple échec

Nous publions ci-après l'intervention faite vendredi par Yves Le Foll à l'Assemblée lors du débat sur la motion de censure. Notre camarade, on en jugera, a lancé un véritable réquisitoire contre la politique du Gouvernement actuel. Quant aux chantages parlementaires de ce dernier, nous faisons grâce à nos lecteurs de leurs nombreuses autant que puériles paroles d'interruption telles que le « Journal Officiel » les rapporte dans toute leur débilite...

**B** IEN entendu, nous voterons la motion de censure ! Mais nous ne la voterons pas seulement à cause de la politique monétaire du Gouvernement, car celle-ci fait partie d'un tout.

Ce tout, c'est le chantage à la crise auquel le pouvoir se livre depuis maintenant de longues semaines pour intimider les travailleurs et pour stopper, sinon la hausse des prix, puisqu'on parle maintenant ouvertement de 15 % par an dans les milieux gouvernementaux, du moins les hausses de salaires arrachées à force de combativité par les travailleurs ces derniers mois pour maintenir leur pouvoir d'achat.

Ce tout, c'est l'augmentation du chômage acceptée cyniquement par la même majorité qui mit en œuvre, il y a dix ans, un fameux plan de stabilisation afin de peser sur les salaires et les revendications ouvrières.

Ce tout, que nous reprochons à la majorité, c'est aussi la répression qui se durcit lentement mais systématiquement et qui ne livre son véritable visage que quand, par hasard, un journal libre et gênant pour le Pouvoir s'aperçoit qu'il est « écouté » au même titre que les espions étrangers.

### une dévaluation progressive

Ce tout, c'est encore cette duplicité qui consiste à faire croire aux Français que l'abondance est terminée au moment même où ils sont chaque jour davantage assaillis par une publicité agressive, obsédante et stupide. C'est toujours cet appel au civisme qui n'a pour objet que de resserrer les rangs de la majorité et de réaliser la fameuse « union sacrée » autour du capitalisme menacé par ses propres contradictions et par le choc des impérialismes. C'est enfin ce racisme que l'on ne combat pas et que la responsabilité de la crise, faussement attribuée aux pays producteurs de pétrole, permet de laisser s'étendre encore alors que le ralentissement de l'activité économique, de l'avis de tous les économistes, était déjà engagé fin 1973 et pour un temps appréciable.

Tout cela, qui fournit la trame de la politique suivie par le Gouvernement et par sa majorité de droite, est directement contraire aux intérêts des travailleurs de ce pays. Tout cela ne fournit aucune réponse aux difficultés que l'expansion sauvage du capitalisme en Europe soulève avec de plus en plus d'acuité.

Au contraire — et les mesures monétaires sur lesquelles nous reviendrons en font partie — les conditions de travail et de vie des salariés et des agriculteurs ne peuvent que subir une dégradation nouvelle dans les mois qui viennent alors qu'il était possible d'agir autrement, de dégager d'autres priorités, de reviser le budget et de préparer dès maintenant une autre société, un autre modèle de développement.

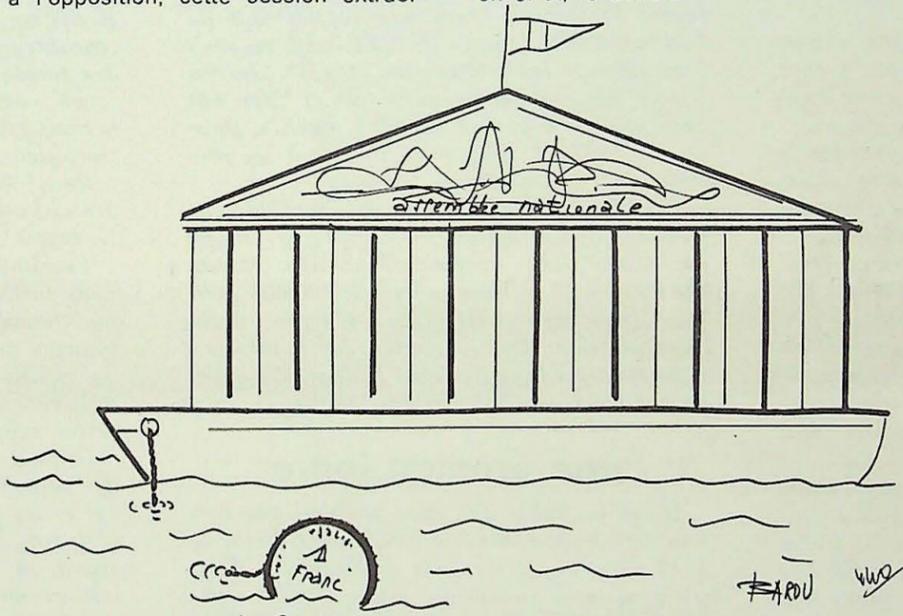
Cela supposait, il est vrai, une autre majorité, un autre Gouvernement, un autre système capable d'éviter la faillite présente qui est appelée à retomber sur les travailleurs et dont seuls se réjouissent les spéculateurs et les possédants. Mais la majorité actuelle n'a même pas osé prendre ses responsabilités. D'après M. le Premier ministre, c'est à l'opposition que revient cette prérogative — ce qui est assez curieux. Eh bien, grâce à l'opposition, cette session extraor-

de transport sans lesquelles il n'y a pas de solution au problème.

En matière européenne, vous vous êtes accroché à l'idée d'une parité fixe des monnaies européennes sans en accepter les conditions qui, dans le cadre capitaliste, sont une harmonisation réelle des fiscalités, des politiques budgétaires et des politiques de revenus.

Vous vous êtes même permis des critiques hautaines à l'égard de l'Angleterre et de l'Italie en les accusant de favoriser la diplomatie américaine, favorable au flottement depuis longtemps, et à présent vous vous y ralliez, vous aussi, brutalement et sans préavis.

Le troisième échec est précisément celui de la prétendue politique d'indépendance à l'égard des Etats-Unis. Le principal bénéficiaire de l'affaire est, en effet, le dollar.



dinaire du Parlement sera tout de même sanctionnée par un vote. (...)

Cela étant, il a été décidé de faire flotter le franc. C'est une mesure de tactique financière qui, dans certains cas, peut être opportune. Le P.S.U. avait lui-même annoncé que, dans le cas d'une victoire électorale de la gauche, il faudrait sans doute envisager une mesure de ce genre pour éviter le sabotage du franc socialiste par le capitalisme mondial.

Mais, Monsieur le Premier ministre, ce n'est pas votre problème et, de toute façon, une telle mesure ne vaut que par les commodités qu'elle donne à court terme pour engager rapidement une véritable politique économique à long terme, seule capable de remédier efficacement aux difficultés rencontrées. Or, il n'y a pas trace d'une telle politique.

Dès lors, les vraies questions qui se posent sont les suivantes : Que sanctionne cette mesure ? Quelle explication en donne-t-on au pays ? Qui paiera les conséquences ? Que faudra-t-il faire ?

Le flottement du franc sanctionne de toute évidence un triple échec.

En matière pétrolière, vous avez commencé par endormir l'opinion et éluder les mesures sectorielles nécessaires. Pourtant, si le pronostic de pénurie était douteux, celui d'une forte hausse des prix était probable depuis une dizaine d'années et certain depuis trois mois.

Placé au pied du mur par votre propre imprévoyance, vous lâchez tout sans avoir mis en place au préalable la politique énergétique et la politique



ce qui aurait nos préférences — de préparer sa reconversion partielle dans le cadre d'une politique globale des transports ?

Vous prétendez préserver l'équilibre des paiements extérieurs. Mais il faudra bien payer beaucoup plus cher toutes nos importations, notamment celles de pétrole. Pouvez-vous sérieusement espérer qu'elles diminueront assez en quantité ? C'est peu probable. Sinon cela signifierait récession et crise.

### prévisible depuis longtemps

La mesure de flottement ne résout rien en elle-même, comme l'a d'ailleurs reconnu M. le Ministre de l'Économie et des Finances, mais elle ne sera pas sans conséquence. Ou bien le franc baissera trop, et vous finirez tout de même par le soutenir — c'est d'ailleurs ce que vous avez fait ces derniers jours — et l'hémorragie de devises se poursuivra. Ou bien vous ne le soutiendrez pas, et, en l'absence d'une politique sérieuse à long terme, il n'y aura plus de limites à la dégradation du franc et à l'importation de l'inflation.

En fait, vous assurez d'énormes profits aux exportateurs et vous voulez casser par l'inflation l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs, surtout des personnes âgées et des retraités.

Enfin, ne pas changer radicalement le budget, c'est chercher, grâce à l'inflation, un excédent inutile sans répondre aux immenses besoins d'équipements collectifs du pays, à moins que vous ne détachiez l'énergie pour lutter contre l'inflation.

En fait, Monsieur le Premier ministre, le problème actuellement posé à l'économie française, quelle que soit la soudaineté de sa manifestation, était prévisible depuis longtemps. C'est celui de l'adaptation de notre système de production à un renchérissement important de l'énergie et des matières premières, notamment en ce qui concerne la balance des paiements. Il ne justifie aucun affolement à court terme, mais exige à moyen terme une politique sectorielle sérieuse et, de toute évidence, à long terme, une modification de la logique et des formes de notre développement, appuyée sur une planification cohérente que ce régime est manifestement incapable de promouvoir

Qu'expliquez-vous alors au pays ? La vérité est que vous le trompez.

Dans la conjoncture actuelle et en l'absence d'une politique structurelle adaptée, le flottement signifie une dévaluation progressive au jour le jour. Une baisse de 5 % est déjà acquise et le mouvement ne s'arrêtera sans doute pas avant 10 %. Dire que le franc ne sera pas dévalué, c'est jouer sur les mots et tromper l'opinion. Pourquoi ne pas l'expliquer carrément ? Sans doute parce que votre dossier n'est pas bon.

Vous prétendez préserver l'emploi. Mais où sont les mesures spécifiques d'aide aux industries grosses consommatrices d'énergie ? Où est la politique de l'industrie de l'automobile, qu'il s'agisse d'encourager celle-ci ou —

### CRITIQUE SOCIALISTE Le N° 16 - Janvier-Février 1974 vient de paraître Prix : 7 F

#### AU SOMMAIRE :

- Crise décisive ou renouvellement du capitalisme ? par Daniel LENEGRE.
- La crise de la planification française et la régulation du développement du capitalisme français, par Michel BRETON.
- La Pologne et la Hongrie : deux pays socialistes dans le dialogue Est-Ouest, par Jean-Pierre DUBOIS et Paul RAMADIER.
- Un mouvement pour l'autogestion, pourquoi ? Comment ? par Gérard FUCHS.
- A propos du livre de Alain TOURAINE : « Vie et Mort du Chili populaire », par Victor LEDUC.
- Crise monétaire internationale : le renoncement français et la politique de demain, par Jacques GALLUS.
- Énergie ou développement : ne pas se tromper de crise, par Jean-Pierre ROMAIN.

Editions Syros - Librairie TS - 9, rue Borromée, 75015 PARIS.

# « que faire de votre argent ? »

« 52 % des Français n'ont pas confiance » lance cette semaine un hebdomadaire parisien. « Que faire de votre argent ? » semble lui répondre un confrère et concurrent. Qu'en faire ? certes. Mais si vous en avez encore en 74 serait-on tenté de dire. On aurait tort de croire que les événements récents, pêle-mêle monétaires, économiques et politiques, continuent de laisser les Français dans l'in-souciance. Personne ne sait plus très bien où il en est. Confusément chacun s'accorde à penser que quelque chose devrait changer.

V OILA un gouvernement obligé d'abandonner un peu de sa superbe et de son arrogance. En une semaine il succombe à sa propre hypocrisie qui consistait à tout justifier par des arguments technocratiques et à tout endormir en criant victoire à chaque colmatage. Echec d'une politique ? peut-être ! Encore faut-il un projet pour qu'il y ait politique. Seuls de vagues desseins existaient : rigueur monétaire, équilibre du commerce extérieur et des finances publiques, paix sociale garantie par la force, et majorité politique par intérêt de classe.

En quelques jours les temps ont changé. La même conviction technicienne est employée pour expliquer que les choses étant ce qu'elles sont, flotter vaut mieux que sombrer. La gauche parlementaire vole au secours de la majorité pour lui offrir une sortie honorable du plateau du théâtre d'ombres du Palais Bourbon. Le ministre des Affaires étrangères se transforme en bédouin spécialiste de mercantilisme hétéroclite : un baril de pétrole contre une caisse d'armes. Et puis sur

« la scène sociale » on lâche du lest : Lip s'achemine vers une reprise, dans les Houillères de l'Est, les mineurs et cheminots obtiennent en partie gain de cause.

Pourquoi tant de précipitations, de revirements, de volte-face, de mesures hâtives ? Pour la première fois des questions immenses se présentent ensemble au monde développé.

1) Le risque de rupture est grand pour les économies capitalistes si le rythme de l'inflation ne fléchit pas. La vie augmentera de 15 % en France cette année et Giscard préfère se cacher derrière un rideau de fumée, comme dans un combat naval au XVII<sup>e</sup> siècle, plutôt que de consentir à réagir. Les quelques milliards de francs que l'Etat tirera inopinément de cette situation seront trop utiles pour endiguer quelques fuites.

2) La dévaluation de fait du franc ne redonnera que peu de souffle à l'économie française sur les marchés extérieurs. Depuis plus d'un an la consommation intérieure de la France dépasse ses capacités de production. Tous les exemples passés le prouvent :

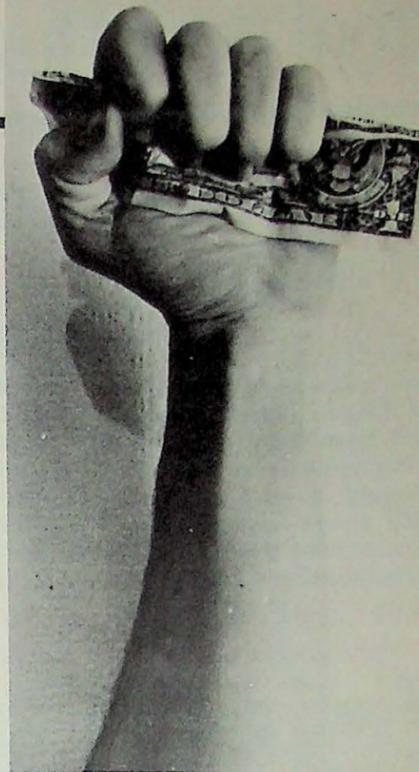
ce sont les classes les plus défavorisées qui subissent le contrecoup de l'inflation et d'une dévaluation. Et quand ces deux événements se conjuguent avec une crise dans les autres pays, c'est le chômage. Déjà, rue de Rivoli, on a chiffré le coût pour l'Etat de 1 million et demi de chômeurs. Tous calculs faits, l'inflation est cyniquement préférée. Elle n'oblige pas les intérêts en place.

3) L'impérialisme américain opère un rétablissement, des deux mains et avec le sourire de « Dear Henry ». Le dollar affiche sa bonne mine sur toutes les places du monde. L'entente avec le Kremlin, permet à Washington de développer en toute sécurité, et plus que jamais, sa zone d'influence, et d'abattre tout modèle de société qui ne serait pas conforme à ses vœux. Ne voit-on pas « l'ami Brejnev » aller jusqu'à La Havane prêcher la modération ?

4) Enfin, partout, l'organisation du monde industriel semble craquer, sous la destruction, la pollution, et la rupture, les équilibres biologiques, mais aussi au niveau de l'organisation du travail et de la vie sociale.

## mensonge

Que nous propose-t-on en échange ? Aucune structure politique n'est en place pour prendre des décisions qui dépassent le cadre des Etats nationaux. L'ampleur et l'interdépendance de tous ces problèmes ne méritent pas des recettes tactiques à court terme. « Que faire de votre argent ? » prête alors à souscrire ou à grincer des dents. Si tant est que 52 % des



Français n'ont plus confiance, ce sont des choix fondamentaux de société qui sont en cause.

Il est bien temps de passer à une mise à jour précipitée du VI<sup>e</sup> plan, piétiné jusqu' alors ! Il est bien temps d'organiser des débats d'experts surannés ! Tout débat sur la croissance devient lui aussi débat de dupes. Une croissance zéro, un, deux ou cinq, ne change rien au système lui-même. C'est un mensonge de laisser croire que tel taux est plus « progressiste » qu'un autre s'il n'est pas précisé que les priorités des besoins ne seront pas changées et ne répondront plus aux seuls critères du profit et du modèle de consommation.

Que la dramatisation, par le pouvoir, de la situation actuelle ait au moins le mérite de donner courage et force à ceux dont l'opposition s'émoussait pour exiger une modification de la forme de développement en l'appuyant sur une planification cohérente.

Qui a dit qu'en 1974 la Gauche jouera son avenir ? Elle ne le gagnera que si elle est capable d'apporter ce type de réponses aux cris qui s'élèvent.

Robert DESTOT ■

## syndicats

# CFDT : autonomie ou repli ?

A l'issue de son Conseil National la CFDT vient de proposer à la CGT l'élaboration d' « une plate-forme intersyndicale d'objectifs de transformation conduisant au socialisme ». Il s'agit là d'une proposition sensiblement différente de la plate-forme commune des partis et syndicats qui avait été d'abord avancée, avant les débats du Conseil National. S'agit-il d'un recul ou d'une volonté d'asseoir plus solidement le débat partis-syndicats en élaborant d'abord une plate-forme intersyndicale ? Là encore, et comme lors du Congrès de Nantes, c'est sans doute beaucoup plus la pratique future de la Confédération, que l'exégèse des textes qui permettra d'en juger...

La résolution votée par le Conseil national de la CFDT illustre l'importance et la qualité du débat stratégique engagé au sein de la Confédération, mais aussi ses incertitudes et, dans certains cas, ses contradictions.

La CFDT rappelle que « les luttes, notamment sur les lieux de production, constituent le moteur essentiel de la transformation sociale ». Elle souligne que « les alliances à opérer concernent l'ensemble des forces socialistes en distinguant la nécessaire convergence des forces autogestionnaires et leur alliance avec les autres forces du mouvement socialiste ». Elle précise que ce rassemblement doit se

faire sur une base de classe clairement anticapitaliste.

La CFDT rappelle par ailleurs de façon extrêmement nette que « La conquête du Pouvoir politique ne saurait se réduire à la réalisation d'une majorité électorale de gauche, celle-ci pouvant résulter aussi bien d'une crise sociale que d'une élection ». Dès lors, indique la résolution, « la mobilisation doit être suffisamment forte et bien orientée pour permettre, dès l'accession de la gauche à la majorité, la mise en œuvre des transformations significatives visant à la fois la maîtrise et la transformation du pouvoir politique et la première phase de construction du socialisme autogestionnaire ».

Comment la CFDT entend-elle mettre en œuvre de tels objectifs ? Sur ce point la résolution est nettement moins précise. Si la nature de la proposition à la CGT est claire — plate-forme portant à la fois sur des revendications immédiates et sur des objectifs de transformation à plus long terme — il y a incertitude sur la nature de la « confrontation avec les partis politiques ».

## quel constat ?

La résolution affirme d'abord qu'une telle plate-forme intersyndicale permettra d' « ouvrir un débat avec les partis politiques se réclamant du socialisme, débat dont pourra sortir un constat de convergences, capable de rassembler et de mobiliser l'ensemble des forces populaires sur des objectifs de transformation conduisant au socialisme ». Mais de quelle nature sera ce « constat » ? S'il s'agit réellement d'un acte politique, alors la plate-forme intersyndicale peut constituer une étape extrêmement positive dans la transformation de l'unité du mouvement ouvrier. Mais s'il s'agit

simplement comme peut aussi le laisser croire la résolution, d'un simple constat à partir duquel « les organisations syndicales tireront les conséquences qui leur paraissent opportunes » et que « les partis politiques pourront traduire dans leur programme de gouvernement », alors il s'agirait incontestablement d'un recul de la CFDT sur ses propositions antérieures. Non pas parce qu'il s'agit de refuser l'autonomie syndicale. Non pas également parce qu'il s'agit pour les partis comme le PSU, qui critiquent le Programme commun de refuser tout programme de gouvernement. Nous avons dit nous-mêmes fermement au Conseil national que le moment venu « le PSU ne se dérobera pas » sur ce point.

Mais pour l'heure, il s'agit de replacer l'unité sur ses pieds. Et tout programme de gouvernement n'a de sens que si l'ensemble des forces populaires se trouve préalablement engagée sur une plate-forme anticapitaliste après avoir débattu au fond des grands objectifs de la transition au socialisme.

Or, à cette exigence, la CFDT ne peut se dérober, sauf à hypothéquer sérieusement le poids des forces autogestionnaires dans le débat collectif du mouvement ouvrier. Souhaitons que la pratique future de la Confédération tienne compte de cet enjeu. Car il serait dangereux de confondre un peu trop rapidement « autonomie » et « repliement » syndical.

Gérard FERAN ■

## • FOYER LOSSERAND (14<sup>e</sup>) « nettoyage » façon Marcellin

Les militants des organisations du Comité de soutien étaient mobilisés depuis 5 heures samedi 2 au matin pour soutenir les travailleurs africains du 214 rue Raymond Losserand. Une centaine de militants et de sympathisants du quartier étaient réunis à l'extérieur du foyer pendant qu'environ 130 autres se trouvaient à l'intérieur, dans les chambres, étroitement mêlés aux travailleurs de façon à retarder le plus possible l'expulsion.

**A** 7 heures le quartier entourant la porte de Vanves était en état de siège : plus de 40 cars de CRS et de gardes mobiles armés des bulldozers, le quartier bouclé. Dès l'arrivée des forces de police les militants restés à l'extérieur ont commencé à populariser l'événement dans le quartier. Blocage du Bd Brune, distribution de tracts dans le quartier, alerte lancée au mégaphone, groupes de discussion aux métros, etc.

Sans aucune sommation, vers 7 h 30 un bulldozer a enfoncé le portail enchainé du foyer. Sans aucune sommation les brigades ont pénétré dans les chambres, envahi les toits, commencé à saccager le foyer pour le rendre inhabitable. Tous les non-immigrés se trouvant à l'intérieur ont été entraînés dehors sans ménagement ; des heurts violents et des bousculades ont eu lieu. Il a fallu 3 cars pour emmener tous nos camarades à Beaujon où ils ont été retenus de 9 h à 17 h. Parmi eux l'avocat du comité, qui compte bien porter plainte pour séquestration arbitraire.

### plus qu'un logis

Des charges de police ayant dispersé les manifestants de l'extérieur, ceux-ci se sont attachés, deux heures durant à ameuter la population. Vers 11 heures, 200 lycéens de François-Villon venaient renforcer la manifestation improvisée qui a défilé dans le quartier Plaisance jusqu'à 12 h 30, heure à laquelle les CRS l'ont forcée à se disperser. Toute la matinée les travailleurs du foyer ont discuté en assemblée avant d'être répartis dans des cars qui devaient les emmener dans leurs « nou-

veaux » foyers. Littéralement arrachés à l'endroit qu'ils habitent depuis plus de dix ans les travailleurs risquent tous de perdre beaucoup plus qu'un logis.

Depuis 10 mois, le comité de soutien et le comité de lutte, dans la plus grande harmonie exigeaient le relogement groupé des travailleurs dans le quartier. Bien que les représentants du PC aient quitté le CS, voilà plusieurs mois après qu'un tract avait été distribué signé de la liste des 26 organisations du CS, et où le PC figurait à côté des groupes d'extrême-gauche, plusieurs camarades communistes étaient restés à titre individuel. Le PSU n'a jamais interrompu sa présence et son action au sein du CS.

Le PS, qui tente aujourd'hui de récupérer l'événement par Mitterrand ou Estier interposés, a participé d'assez loin à la lutte. Mais les positions des travailleurs étaient claires et faisaient le partage à l'intérieur du CS : pas question de partir loin de leur lieu de travail après la destruction de leurs liens communautaires. Le PC a tenté de diviser le CS et les travailleurs en insistant pour que les conditions « obtenues » de la préfecture soient acceptées.

Un tract, directement adressé aux travailleurs a même expliqué que le CS les manipulait. Il faut condamner clairement cette attitude de nos camarades du PCF et déplorer que le tract PC-PS sorti

le soir même ne fasse pas même état de notre présence dans le foyer au moment de l'expulsion. Les événements ont rendu clair aux travailleurs par où passait le soutien véritable : plus de la moitié des effectifs de la 14<sup>e</sup> du PSU, de nombreux autres camarades révolutionnaires et du CS emmenés devant leurs yeux alors que, pour la première fois dans l'histoire d'une expulsion, l'intérieur du foyer était défendu en commun ; 2 membres de notre BN très tôt sur les lieux : LE militant du PS emmené à Beaujon doit se demander où étaient ses camarades arrivés à 9 h passées... en même temps que les élus du PC. La présence de négociateurs avant les brutalités policières aurait pourtant arrangé les choses.

### thèse mensongère

La presse tente de faire accréditer la thèse officielle (foyer « insalubre » d'où relogement dans 3 foyers « convenables » en attendant la construction de 2 foyers « définitifs » dans le 14<sup>e</sup>). Il faut dire et faire savoir que cette thèse est mensongère. La SOUNDIATA, société de gérance du foyer, la SAGI, chargée de rénover le quartier en favorisant un tantinet la spéculation sur les terrains situés le long de la future radiale, la préfecture : tous savent très bien que les deux foyers promis voient leur construction bloquée (r. des Arbustes), ou rendue hypothétique (r. Vercingétorix) ; tous savent bien que les travailleurs ont été divisés en 5 groupes et non 3 : les 3 « promis » sont bien du nombre (r. des Partants et r. de Romainville au nord de Paris, Chevaleret dans le 13<sup>e</sup>), mais 2 autres sont utilisés pour diviser les tra-

vailleurs : Vaugirard et un autre foyer du 13<sup>e</sup> ; tous savent que 106 places demeurent vides dans l'un des 3 foyers « de transition » ; tous savent, et M. Roberini, chef du « Service de liaison et de promotion des Migrants » (!) l'a avoué entre deux propos racistes, que seuls les occupants du foyer de la r. des Partants (!) peuvent espérer emménager un jour r. des Arbustes.

Dans cette affaire, une fois de plus, nul'e méprise n'est possible. Les travailleurs savent tellement bien où sont les responsabilités

que dans leurs nouveaux foyers, où le CS les a retrouvés dès le 27, ils veulent reprendre la lutte avec une combativité accrue. Ils sont décidés à exiger un règlement différent, à exiger que soient faits les travaux minima, et à faire aboutir leurs revendications initiales.

### même détermination

La lutte du foyer Losserand continue. Le CS va harceler la presse pour que soit connue la vérité. Les CRS gardent en nombre un immeuble vide à moitié détruit. Mais l'âme du combat est ailleurs ; si les lieux ont changé la détermination reste la même.

Dans l'immédiat on est sans nouvelles de 5 travailleurs non relogés.

Exigeons des éclaircissements sur leur sort.

Continuons de soutenir nos camarades immigrés.

La 14<sup>e</sup> section du PSU ■

### Communiqué du Bureau National

Samedi 26 janvier, 8 h 30 :

Une expulsion est actuellement en cours au 214, rue Raymond-Losserand, Paris 14<sup>e</sup>. Des forces de police très importantes, plusieurs dizaines de cars de gardes mobiles, ont entouré le quartier et empêchent notamment la presse de faire son travail en interdisant le passage des journalistes.

Les 271 travailleurs noirs du foyer demandent à être relogés ensemble, et à proximité, compte tenu de leur travail. On veut les disperser en plusieurs groupes dans différents secteurs de la région parisienne. Or, une organisation collective de leur habitat est nécessaire pour la prise en charge des malades et des chômeurs et la préservation de leur vie de communauté.

Cette expulsion révèle une nouvelle fois la politique odieuse du gouvernement à l'encontre des travailleurs immigrés. Le PSU, présent sur les lieux par plusieurs de ses sections et deux membres du Bureau National, Jean Le Garrec et Gérard Féran, appelle la population à s'opposer avec fermeté à toute expulsion lorsqu'aucune garantie de relogement décent n'est accordée aux habitants. ■

## "comportement général inadmissible..."

**E**N avril 1972, à Nemours, un pasteur anglais, Andrew Parker, était expulsé de France. Plus récemment, c'est un autre pasteur, un Suisse, qui a connu le même sort. Aujourd'hui, c'est au tour d'un étudiant marocain, Abdel Tayeb, dont la famille habite Villeparisis depuis 1966. Il est menacé d'expulsion pour « son comportement général inadmissible », selon les services de la préfecture.

En octobre 1972, à Villeparisis, Abdel Tayeb circule à bicyclette sans éclairage. Voyant des policiers, il s'enfuit. Ceux-ci l'interpellent et lui tirent un coup de pistolet. Le jeune homme reçoit une balle dans le genou.

Un mois plus tard, sur le bord du canal, des jeunes jouent de la guitare. Insensibles à la musique nocturne (c'est pourtant jolii la guitare), des flics encore (les mêmes peut-être), ripostent par des coups de feu. Un des jeunes est blessé à l'oreille.

Toutes ces agressions policières donnent bien sûr lieu à des manifestations devant le commissariat (se rassemblèrent les militants du PC, du PS, du PSU, les maires communistes de Villeparisis, Mitry-Mory). Abdel était aussi présent.

Une rencontre réunissant les jeunes du département est organisée par les sections du PSU, avec la participation d'Abdel qui devient un des membres les plus actifs de l'association « jeunesse et famille ». Des actions sont menées notamment par le PSU.

En novembre 73, encore des bruits de balles. Dans un café de Fin (6 km de Villeparisis), village tranquille, un policier en civil tire sur une assemblée de paisibles consommateurs. Bilan : un tué. Protestations de « Jeunesse et famille » et du PSU. Présentation de la pièce « J'ai confiance en la justice de mon pays », exposition d'affiches et de dessins sur la police. Ça ne plait pas bien sûr à la police, qui tracas à tour de bras.

Après une première notification de procédure d'expulsion en mai 73, sans suite, et des difficultés de renouvellement de son permis de séjour, une nouvelle notification est faite à Abdel en octobre 73. La commission d'expulsion donne (bien sûr) un avis favorable. Maintenant c'est Marcellin qui doit décider. On devine.

Une manifestation de soutien a eu lieu le 19 janvier. Le préfet

avait envoyé deux cars de CRS, matraque en main.

Afin d'élargir le soutien, des contacts sont pris avec le PC et le PS. Une rencontre a eu lieu pour la rédaction d'un texte commun qui n'a été signé pour l'instant que par Jeunesse et famille, Rouge, le PS et le PSU.

L'action continue. On peut envoyer signatures et motions au comité de soutien : M<sup>e</sup> J. Moutet, 72 bis, Champs-Élysées, Paris. ■

## TEMP

direction Guy Roland  
théâtre national

du 4 janv  
au 10 fév

### LA TEMPÊTE.

de SHAKESPEARE  
mise en scène : Bernard SOBEL  
17 rue malte-brun - Paris 20<sup>e</sup>  
m<sup>e</sup> gambetta - tél. 636.79.09

en souscription

**L'HISTOIRE DU PSU**  
depuis sa création, par E. DEPREUX  
15 f. franco au lieu de 22 f.

Editions SYROS, 9 rue Borromée PARIS

# un journal

# KLAPPERSTEI 68

MENSUEL D'INFORMATION HAUT-RHINOIS



## une région

Quelle que soit la condamnation qui va frapper cette fois K. 68 et son directeur, Jean-Pierre Sallent, on peut déjà être sûr d'une chose : Klapperstei vivra et son influence ira croissante dans la région haut-rhinoise. Entraînant Klap devant les juges, le Pouvoir a commis une erreur dont il est coutumier : répondre par la répression et la brutalité à une expérience et une aventure qui ne sont pas gratuites, mais qui répondent à un besoin. Le besoin qu'ont les hommes, les travailleurs, les jeunes de toute une région de s'exprimer, de prendre la parole et la plume, de s'insurger, de secouer le carcan où la presse officielle enferme leur vie quotidienne.

Bien sûr, à coups d'amendes, on peut momentanément obliger Klap à se taire. On peut tuer l'expérience, mettre un terme provisoire à l'aventure. Mais on ne viendra pas à bout de ce besoin sans lequel Klap n'existerait déjà plus, ce besoin que quelques chiffres suffisent à prouver : 4 000 abonnés dans la région haut-rhinoise, quelque 20 000 lecteurs réguliers : l'aventure déborde déjà très largement les cercles restreints des militants d'extrême-gauche et s'enracine profond dans le terreau populaire de la région mulhousienne.

Une nouvelle preuve en a été administrée par le procès lui-même, et l'affluence qui a marqué ces quatre jours de débats, de meetings, de confrontation, de spectacles. Pendant quatre jours, Mulhouse a vécu à l'heure K. 68. Pendant quatre jours, on a chanté et dansé au son des fanfares, on a écouté les chansons de Siffer, de Béranger, de Bertin. On a discuté de la police, débattu de la presse libre. La salle était toujours pleine, ou presque. Et le public était à l'image des lecteurs de Klap : beaucoup de jeunes, certes. Des militants, quelques-uns. Des inorganisés, beaucoup. Mais aussi bon nombre de travailleurs d'âge très divers, des ménagères, des hommes simples qui aiment bien leur journal, ce journal qui dit en rigolant des choses que les autres cachent. Ce journal qui leur donne la parole que les autres leur refuse. Ce journal qui remet en honneur leur langue, leur culture : Fredo Krumnov, bien que malade, était venu soutenir Klap et a pris la parole dans le débat sur la presse. Il a terminé son intervention par un discours en alsacien, dont je n'ai pas saisi un mot, mais qui devait être fort drôle et percutant à en juger par les rires et les applaudissements.

Oui, Klapperstei 68 vivra, malgré les procès et les coups bas. Comme vivront aussi ses petits frères qui fleurissent un peu partout à travers La France et qui étaient tous venus au grand rendez-vous de la presse libre : bonne chance, « *Uss'm Follik* » de Strasbourg, « *Ch'la fleur* » d'Amiens, « *la Cote d'alerte* » de Dijon. Longue vie à « *l'antibrouillard* » de Besançon, et à tous les autres que j'oublie...

Ce numéro de TS, sur proposition de nos amis de K. 68, sera envoyé aux 4 000 abonnés du mensuel haut-rhinois. De même que *P.H.*, *Rouge*, *Libération*, *La Gueule Ouverte*, etc. L'équipe de K. 68 a voulu ainsi faire connaître à ses lecteurs ceux qui, sur le plan national, mènent le même combat que lui contre le bourrage de crânes officiel.

Nous avons, pour ce numéro, réalisé un « *dossier alsacien* », avec les militants du PSU de Mulhouse, qui sont aussi des membres actifs de l'équipe de K. 68. Jacques Bertin, par ailleurs, rend compte dans ces pages d'un procès dont il se hâte de rire, pour ne pas avoir à en pleurer.

B. L. ■

## • le procès des Indiens



montre tout bêtement qu'elle est du même monde que le tribunal. Et je te me note scrupuleusement les débats ! Et je te me sortirai demain la phrase qui résume la déclaration de chacun des participants : « **Après que untel eut déclaré que (...) un tel déclara que (...) et le président conclut (...)** ». Et paf, vive l'information ! Et tout ça sans rire, car la presse garde son sérieux comme elle garde les valeurs. Elle « **observe** » oui : les règles du jeu quelles qu'elles soient. Donc, il n'y aura pas demain dans la presse l'éclat de rire dont un observateur de bon sens devrait gratifier ce procès.

A ma droite, les bancs où tout à l'heure prendront place les avocats de Mulhouse venus assister en esthètes au numéro de voltige d'Henri Leclerc. Tous ces Dom Juan aux cheveux teints et aux petits gilets chic n'arriveront en effet que pour les plaidoiries. Les témoins, les faits, tout le monde s'en fout car tout le monde sait à quoi s'en tenir. Au fond, l'affaire K 68 ne présente aucun intérêt — si ce n'est celui-ci : comment Leclerc sera-t-il génial sur un aussi triste sujet ? Bravo cher collègue, vous avez été très bon. Condamné, mais très bon.

En face de moi, le procureur. Il s'appelle Kohn (K-O-H-N) et j'espère qu'on ne me trainera pas en justice pour avoir écrit son nom et écrit qu'il jouait son rôle à la perfection. Il veut paraître finaud — aussi hoche-t-il la tête en esthète chaque fois que Leclerc marque un point. Cela ne l'empêchera pas de nous octroyer pour ré-

Le rigolo voulait dire : — **Vous êtes tous des andouilles. Comment pouvez-vous plaider sur un tel sujet en gardant votre sérieux ?**

« A traité le tribunal d'andouilles ». Le rigolo serait condamné.

Il n'y a pas de loi qui interdise de jouer le Café du Commerce au tribunal de Mulhouse. Pas de loi qui interdise la médiocrité. Voler bas, n'est pas un délit. Alors on joue.

Le commissaire Macé, ex-chef de la police de Mulhouse que K 68 a osé traiter de « **pauvre mec** » et de « **shérif provocateur** » a traîné les Indiens devant le tribunal des Blancs. M. Raymond Marcellin qui n'est qu'un pauvre mec que si Macé en est un et qui, s'il n'est pas un shérif provocateur est au moins le général Custer, M. Marcellin traîne K 68 devant le tribunal des Blancs pour apprendre à ces sauvages les coutumes des civilisés.

Les civilisés, les voilà : à ma gauche, la presse, civilisée à force d'être servile : polie comme un objet sans aspérités que la bourgeoisie tient dans sa main. Les bancs de la presse sont séparés des bancs du public, par une barrière symbolique qui

D'APRES vous, M. Bouzigues, traiter le chef de la police locale de « **shérif provocateur** » et de « **pauvre mec** » ça vaut combien ?

M. Bouzigues pose son verre sur le comptoir, il met les mains bien à plat de part et d'autre, il ouvre la bouche, il monte lentement sur la pointe des pieds, il réfléchit. Tout le Café du Commerce réfléchit avec lui. On entend siffler l'air autour des cerceaux.

Il y a bien un rigolo au bout du comptoir qui glousse tout seul et qui aurait envie de dire quelque chose. Seulement, il hésite : dans un tribunal, celui qui prend la parole, s'il n'est pas un spécialiste, s'il n'est pas de la maison, il risque toujours de taper à côté : il va troubler le cérémonial, il va enfreindre le code (le rite), il va dire un mot interdit, parler en dehors du sujet, ce ne sera peut-être pas son tour, il va mal tourner sa phrase, être ridicule, manquer de respect et badabroum ! une inculpation va tomber ou bien le regard menaçant du président... Alors, le rigolo se tait. On ne parle pas dans une cathédrale.

## K68

LAPPERSTEI », littéralement « *la pierre des bavards* », c'est le pavé de 68 que l'on balance à la tête des godillots, des bien-pensants, des cols à bouffer de la tarte. « Klapperstei 68 », c'est le vilain canard qui pince les fesses de tous ceux qui nous dirigent. Deux cents militants de la région répartis géographiquement dans le Haut-Rhin et représentant toutes les branches professionnelles sont les antennes locales qui contrôlent l'information qui arrive des lecteurs de « Klapperstei » : vingt mille lecteurs qui ont décidé de se déconditionner. Des centaines d'articles sur des faits concrets du cru. Quatre grands procès. Une vingtaine d'inculpations. Le vilain petit canard plie sous les coups. C'est l'hallali ! Dans la basse-cour, le pâle Debré et le blafard Marcellin veulent bouffer notre canard, leurs hordes de poulets sont nourris aux hormones et ne viendront pas à bout de notre canard aux grains « fermier ».

Debré, Marcellin, Messmer, c'est fini. Tout le monde le gueule dans le Haut-Rhin, et l'écho sur le massif des Vosges répond « *Klapperstei continue* »...

J.-P. SALLENT. ■



# ● l'âme alsacienne

**M**A grand-mère a changé cinq fois de nationalité dans sa vie sans quitter sa ville natale... Celui qui parle n'est pas un Polonais de l'Ukraine subcarpathique ; c'est un Alsacien de la génération perdue, celui qui a été enrôlé dans la Wehrmacht, en 1942, la génération des « malgré-nous » des anciens de Tarnobow (camp de rassemblement des Alsaciens-Lorrains à l'Est de Moscou où les Alsaciens moururent par milliers du typhus).

Un Alsacien, né avant la guerre de 1870 a, en effet, vécu trois guerres et changé cinq fois de nationalité : né Français, devenu Allemand en 1871, redevenu Français en 1918, puis Allemand en 1940, il s'est éteint après que la première armée française fut venue, en 1945, planter le drapeau français qui se cachait dans les caves de l'Hôtel de Ville de Mulhouse.

## tragique histoire

Quand un Alsacien évoque ainsi l'histoire de sa province à un concitoyen de « l'intérieur » (on dit aussi de la « vieille France »), il n'en rajoute pas, par pudeur : dans quelle autre famille française a-t-on vu des frères se battre entre eux, sous deux uniformes différents ? Le soldat alsacien, resté en zone libre ou en Algérie, en 1940, a retrouvé, cinq ans plus tard, ses parents, après avoir remonté la vallée du Rhône ; mais son frère était porté disparu sur le front russe ; certains ont connu des destins étonnants : faits prisonniers par les Russes, ils rejoignirent via le Caucase et l'Iran, l'Afrique du Nord, s'enrôlèrent dans l'armée française et revinrent sous un uniforme différent de celui

sous lequel ils avaient quitté leur village : les Alsaciens ont l'habitude, et quand il vous arrive de regarder chez votre hôte, la photo d'un gosse de dix-huit ans en uniforme allemand, ne posez aucune question : celui-là n'est jamais revenu.

La leçon d'histoire la plus terrible qu'un instituteur alsacien pourrait faire à ses élèves serait la visite du cimetière de leur village : Reichhoffen 1870, Russie 1917, Dunkerque 1940, Finlande 1943, Tonkin 1948, Algérie 1960.

L'Alsace qui vous accueille, à la sortie de la gare de Mulhouse et de Strasbourg, porte la trace de sa tragique histoire : première terre germanique que l'on rencontre en venant de l'Ouest, elle appartient à un ensemble français dont la langue dominante n'est pas la sienne ; mais elle se continue par une Mittel-Europa de 100 millions de germanophones : République Fédérale, Suisse, Autriche, République démocratique allemande ; cette position géographique explique la boutade de Germain Muller, l'adjoint au maire de Strasbourg, animateur du célèbre cabaret « Le Barabli », où l'on se gausse aussi bien du « Parisien », que du bourgeois alsacien qui parle « pointu » et de l'homme d'affaires allemand qui a toujours la fâcheuse tendance de se croire en pays conquis dès qu'il a mis le pied en Alsace.

## dualité linguistique

Quand Germain Muller dit que tout Alsacien a un thermostat à côté du cœur, il traduit magnifiquement la réserve et le réalisme de ses compatriotes qui savent que l'Histoire, c'est toujours du sang, le sang du viol.

Et, mon Dieu, pourquoi ne pas le dire : si l'Alsace a voté en masse UDR, c'est parce que de Gaulle, en 1944, au moment de l'offensive Rundstedt dans les Ardennes, a refusé de céder aux Américains qui voulaient abandonner Strasbourg ; cela ne s'est pas oublié en Alsace, dans une province où depuis Kléber et Kellermann, l'uniforme fait partie, comme la marine, comme les Etats-Unis où l'on émigrerait avant 1914, de l'aventure alsacienne.

Province germanophone dans un pays où la langue officielle est le français, l'Alsace essaie de vivre cette dualité linguistique, sans doute unique en Europe ; le français parlé est émaillé de tournures syntaxiques allemandes ; l'alsacien est peu à peu envahi de termes français ; le Hoch-

deutsch reste une langue que l'on écoute à la télévision, mais que l'on parle très mal ; les vieux, éduqués avant 1918 ignorent le français ; les jeunes commencent à ne plus parler alsacien ; il suffit que d'un des deux conjoints ne soit pas dialectophone pour que les enfants ne sachent plus l'alsacien, ce dialecte savoureux plein d'humour, d'ironie, et si proche de la terre.

## renouveau significatif

C'est au cours des vingt prochaines années que la personnalité alsacienne va trouver sa chance ou la perdre définitivement : car si aujourd'hui 85 %

## 11 JOHR EM

**E**wer 11 Johr esch's jetz scho dass ech en d'r P.S.U. itratta ben... un emmer noch d'ren ben..

Fer viel Litt esch das ke güater Punkt : « d'r Rogy war a güater Kaib, wenn ar nur ke Politik gat macha. » So hat sech doletscht a braver Katholek üsdruckt. « Allez, allez » ma kat doch net Chrescht un Sozialescht met'nander see. Un trotzdem hat sech fer mech un noch fer viela and'ra ke Problem g'stellt.

Christus hat uns vor 2.000 Johr scho g'sait : « Liebet einander ; teila met'nander ; boia a neia Walt, uf wu 'ske Arma un ke Richa me get. »

Em P.S.U. esch d'Red vu Selbschverwaltung En and'ra Wort : ma soll em Mensch d'Glagahait ga, Responabilité z'nahme en jeder Hensecht ; esch's uf d'r Fabrik, em Büro oder em

Wohnviertel. D'r Mensch soil lehra z'teila : net nur si Galdsack, awer o sina Macht, sina Herrschaft ewer and'ra, si Freid un Leid.

Mina Handlung em P.S.U. esch d'r politischa Usdruck vu d'r Lehra Christi.

Das well zwar net heissa dass mer alles Heiliga sen en uns'rer Partei ; nei, nei, sunscht war's jo nehma luschtig.

Awer m P.S.U. versüacha mer en unsrem Ideal näher z'kumma. Zwar net met grossa Reda, met grossa Werter, awer met Handlunga. So han mer en letschter Zitt jeder Kampf untermstützt wu Frauia un Manner versüacht han ehrer eiganer Kontroll üs z'iawa : bim Streik vu Peugeot, vu Schlumpf, vu da Mina, bim Kampf gega d'Atom Zentra'la vu Fessenheim, bi Lip un natirlich o bim Klapperstei ; ewerall han P.S.U. Metgleder versüacht met z'werka.

quisitoire un mauvais devoir de philo dont il ressort « **qu'être libre c'est être responsable** » et que le meilleur moyen de sauver la liberté de la presse c'est encore de lui faire payer cher les responsabilités qu'elle prend.

Cela dit, mon cher président, le plaignant demande cinq millions anciens de dommages et intérêts. Là, je dis très haut : **non ! Monsieur le Président (et cher ami) je vous laisse le soin de fixer vous-même le cours du pauvre-mec-étalon.** A un prix qui, bien entendu contribuera à



briser les reins de K 68 mais qui ne nous fera pas passer pour des crapules hargneuses. Un bon Indien est un Indien mort, mais c'est pas moi qui l'ai tué.

## bonhomme ou borné ?

A côté du procureur, le président Henni, ses diacres et ses sous-diacres. Le président veut que toute la lumière soit faite. Ici, on n'est pas au procès de la rue Mademoiselle, ni à Nice : le pouvoir n'a au fond pas grand-chose à craindre de la vérité. Les témoins et les avocats pourront parler.

Mais il y a quelque chose d'ambigu dans la manière de M. Henni : est-il patelin ou paternaliste ? Est-il bonhomme ou borné ? Pourquoi se donne-t-il l'air blasé pour tenter d'avoir l'air sage ? Laisse-t-il la parole libre pour se faire une opinion ou parce que son opinion est déjà faite ?

Tout à l'heure, il donnera la mesure de son talent dans quelques répliques où pointe le prud'homme qui sommeille dans ce magistrat.

Un témoin : — Je suis contre une armée qui agit comme elle agit en France.

Le président : — Vous avez fait votre service militaire ?

Le témoin : — Non.

Le président : — Alors, que pouvez-vous reprocher à l'armée.

Un autre témoin : — Quand il n'y a pas de police aux manifestations, il n'y a pas d'incidents.

Le président : — Il faudrait que la police reste dans ses casernes ? Alors à quoi sert la police ?

Voilà un bon vrai président à la mode de chez nous. Il ne conçoit pas que la police puisse servir à autre chose qu'à la répression politique. Il ne comprend pas qu'un citoyen puisse se faire un idée du rôle de l'armée sans en avoir été la victime directe. C'est le Français tranquille qui ne mélange pas les genres : la politique d'un côté, la justice de l'autre.

Par exemple, il fera une colère quand maître Hallbwach, l'avocat de K 68 voudra donner lecture d'un télégramme de Chevènement : inadmissible intervention visant à influencer la justice ! D'ailleurs : « aucune intervention ne sert à rien ici ! ». Alors, pourquoi plaide-t-on ? M. Henni ne veut pas qu'on cherche à influencer dans le tribunal. Espérons que tout pareil il refuse les invitations, les cocktails, les repas de la préfecture, de la mairie et du Rotary Club.

Et puis il y a le commissaire Macé et son défenseur. Je vous donne très vite la mesure du bâtonnier Bondoux. Il commence sa plaidoirie par ces simples mots : — Messieurs, vous avez devant vous un homme dont le

père a été tué à la guerre de 14... Passons. Je crois qu'au-dessous d'un certain seuil, on prend une jouissance perverse à la malhonnêteté intellectuelle.

## pitoyable adversaire

Le commissaire Macé a voulu avoir la peau de K 68 qui tous les mois donne la parole aux Mulhousiens, et qui a 4.000 abonnés sur une ville de 120.000 habitants, et qui n'est pas lié à la bourgeoisie locale par des contrats de publicité, et qui pour toutes ces raisons est un journal dangereux.

Aujourd'hui, avec son procès comme un jouet soudain détraqué entre ses mains, le commissaire Macé, pâle, nerveux, qui s'efforce à la dignité au milieu d'un public hilare, le commissaire Macé est un homme seul. Pitoyable adversaire qui quittera la salle avant les plaidoiries de la défense ; pitoyable marionnette du pouvoir qui n'est pas un pauvre mec puisque c'est interdit mais qui assurément est un pauvre homme.

La représentation commence : Geismar, Langlois, Krivine, Jaubert viennent en pure perte expliquer comment le pouvoir a décidé d'étouffer la presse libre sous les procès (un procès par semaine en 73 !). Ils expliquent en pure perte comment la police n'est plus au service des citoyens mais de l'U.D.R. En pure per-



des Alsaciens parlent encore le dialecte ou disent le comprendre, rien n'est moins sûr qu'il en soit ainsi dans vingt ans : ce pari, les Alsaciens commencent à en prendre conscience après vingt-cinq ans de censure, d'autocensure très complexe qui se traduisait par un hyperpatriotisme mêlé à un sentiment de culpabilité de parler le français avec son accent du terroir, et de le mal parler : bien sûr, ce n'est pas à travers la bourgeoisie alsacienne que l'on peut percevoir ce sentiment un peu triste, un peu désenchanté d'être encore un « malgré-nous » ; mais le Seppi (Joseph en alsacien)

pourrait vous en parler si vous voulez bien l'écouter.

Or, depuis 1968, des jeunes retrouvent la fierté de la sève alsacienne : Roger Siffer chante en alsacien, le Théâtre alsacien connaît un renouveau significatif ; le cercle Schickel milite pour un bilinguisme total et pour l'apprentissage de l'allemand à partir des écoles maternelles, suivant la méthode Holderith ; le PSU fait sa campagne électorale en imprimant des tracts en alsacien ; Klapperstei 68 à Mulhouse, Uss'mfollik à Strasbourg regroupe, dans son comité de rédaction des écologistes, des militants du PSU, des régionalistes résolus à remuer leur province et à l'arracher à la tentation du conservatisme : l'Alsace des vingt prochaines années peut être l'exemple, à la fois d'un régionalisme rajeuni, et d'un bilinguisme total qui se réfère aux deux cultures de l'Alsace et qui en fasse la synthèse.

## chance intacte

Pour l'instant, ce n'est ni le Centre démocrate, ni l'UDR, seuls partis représentés dans les conseils régionaux, qui sont prêts à ce défi : ils ont bien trop peur du gauchisme ; ni hélas le PC, en sérieuse perte de vitesse ; mais le PSU, qui commence à jeter des ponts par-dessus le Rhin pour agir avec les Jusos du Bade-Wurtemberg, est jeune comme la jeune Alsace ; sa chance est intacte.

Francis MINOD ■



boliques. Vous allez empêcher à force de « justice » les gens de dire ce qu'ils pensent et vous aurez gagné la partie : la vie réelle sera remplacée par le morne silence de vos codes.

C'est cela que nous appelons l'aliénation et c'est cela que nous combattons. Il y a un droit qui est fondamental, c'est le droit à l'insurrection.

Il y a un droit que les journalistes ont oublié, c'est le droit à l'insurrection de la plume. Qu'aujourd'hui votre presse et ses employés l'aient abandonné contre un plat de lentilles (de verres fumés) ne change rien : le général Custer est un pauvre mec, lui, son armée et son gouvernement. Même si encore une fois la cavalerie arrive à temps pour sauver « l'honneur ».

Jacques BERTIN ■

## sur le dos des travailleurs

Il y a vingt ans, l'Alsace faisait encore figure de pays riche et prospère, à la fois agricole avec de petits exploitants pratiquant une polyculture intensive, sauf dans le vignoble, et industriel, le textile ayant entraîné dans son sillage la construction mécanique et la chimie des colorants.

Les notables centristes (MRP) se frottaient les mains, les ouvriers-paysans allaient à la messe et n'étaient pas syndiqués...

### LA CRISE

Depuis, il a fallu déchanter, la concentration et la concurrence capitaliste ont bouleversé cette image d'Épinal.

La liquidation de la petite agriculture se fait sans trop de bavures, mis à part les protestations de paysans qui perdent leurs meilleures terres, grâce aux tracés d'autoroutes dans le Bas-Rhin, ou du nouveau canal Rhin-Rhône dans le Haut-Rhin.

Côté industrie, la pilule a eu plus de mal à passer. Des dizaines d'usines textiles ont fermé leurs portes, jetant des milliers d'ouvriers et d'ouvrières sur le pavé et provoquant de nombreuses grèves et manifestations. De doctes technocrates nous ont alors expliqué les dangers de la mono-industrie et les « nouveaux » notables UDR nous ont promis de reconvertir, d'aménager, de planifier... En attendant, les mines de potasse connaissent aussi des difficultés, réduisent leurs effectifs et pensent fermer les puits d'ici trente ans. Ce qui menace la vie de tout le bassin potassique au nord de Mulhouse.

Pourtant, il y a à l'heure actuelle peu de chômage, les offres d'emploi non satisfaites sont assez nombreuses, les travailleurs immigrés affluent. En effet, la création d'emplois progresse de 7 % par an contre 2 % en moyenne pour la France (mais au pays de Bade et à Bâle, les chiffres sont 34 % et 24 % par an). Les grands projets fleurissent : 4 500 ha de zones industrielles réparties le long du Rhin, autoroutes A 34 et A 36, liaison grand gabarit Rhin-Rhône, doublement de l'oléoduc Marseille-Karlsruhe, centrale nucléaire de Fessenheim et de Seltz. Une nouvelle prospérité ? Peut-être, mais au profit de qui ?

### DE NOUVEAUX DESEQUILIBRES

Peugeot s'est installé à Mulhouse, fortement touchée par la crise textile. Quatorze mille emplois sont prévus pour 1974. Après les patrons du coton paternalistes, voilà les patrons de choc de la mécanique. Peugeot, une usine dans la forêt, recrute tout le temps, cadences trop dures, salaires trop bas malgré les assertions de la direction

et l'attrait de la Suisse aux salaires doubles.

Plus de 30 000 travailleurs frontaliers vont en Allemagne (15 000) ou en Suisse (17 500). Ils sont de plus en plus jeunes et de plus en plus qualifiés. On leur offre des salaires très supérieurs et un travail moins fatigant.

Près de la moitié des emplois créés en Alsace lors des dernières années sont par des capitaux étrangers : allemands, suisses ou américains (« Le Monde », 6-7 janvier 74).

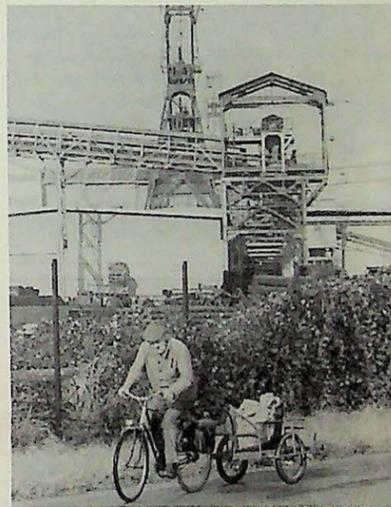
L'industrialisation forcée prévue le long du Rhin laisse présager une nouvelle Ruhr, avec à la clef le saccage total de la zone des Rieds. Le Rhin est la poubelle de l'Europe : déchets de l'industrie chimique, allemande et française, plus environ 7 millions de tonnes de sel rejetées par les mines de potasse. La nappe phréatique est aussi polluée par le sel des terri's.

Par contre, les vallées vosgiennes où le textile a disparu sont en voie de sous-développement. Certaines usines s'y installent pour toucher les subventions puis ferment quand la manne est épuisée (cf. Schirmeck). L'avenir des Vosges, c'est la prolifération des résidences secondaires ou, pire encore, de super-stations touristiques (Markstein, Grand-Ballon).

Dans les villes de la plaine, les travailleurs s'entassent dans des ZUP et des ZAD où les blocs de béton se disputent en laideur aux pavillons Chalandon (Landsers). La spéculation foncière sévit partout.

En Alsace comme ailleurs, le progrès signifie pour les travailleurs une plus grande insécurité de l'emploi, des déplacements plus longs et un cadre de vie enlaidi et pollué. Tout cela nous pousse à renforcer nos relations avec les militants allemands, en particulier les Jusos qui se heurtent aux mêmes problèmes dans le pays de Bade. Ensemble, nous ferons l'Europe des travailleurs.

A. D. ■



## les forces en présence

La région est incontestablement marquée par un fort courant centriste et réformateur : cette tendance a toujours été majoritaire depuis 1945 au moins et le demeure encore malgré quelques reculs, notamment sur le plan électoral. Les vicissitudes qui ont marqué l'Alsace, mais aussi une situation privilégiée et le poids des Eglises expliquent en grande partie ce phénomène.

La présence de ce courant centriste au niveau des consultations électorales a été quelque peu éclipsée avec l'accès au pouvoir de De Gaulle, mais déjà aux élections législatives de mars 73, le Centre démocrate a mis en échec la représentation monolithique de l'UDR en reprenant plusieurs sièges au parti gaulliste (1).

Et l'UDR n'a jamais réussi à menacer l'implantation du courant centriste dans les institutions locales et régionales et dans les organismes divers qui détiennent un certain pouvoir, tels la puissante banque fédérative du Crédit mutuel, les organismes sociaux, les associations culturelles ou de loisirs, voire les organisations syndicales.

Le centre démocrate est également bien représenté aux conseils généraux, dans les conseils municipaux des villes moyennes et importantes et au Sénat.

Pour ce qui est des partis de gauche, les difficultés d'implantation du PC, en dehors d'un secteur bien précis qui est celui des mines de potasse, sont dues essentiellement à l'hostilité sys-

tématique de toute une génération d'Alsaciens (les incorporés de force qui ont fait la guerre sur le front russe dans l'armée allemande et ont passé plusieurs mois de captivité en URSS), mais aussi à l'attitude sectaire et centralisatrice des dirigeants du PC.

La situation du Parti Socialiste est bien particulière à la région. Il faudrait rappeler le passé ouvrier du Haut-Rhin et de Mulhouse, la sclérose de la SFIO en raison de l'accès au pouvoir de ses dirigeants. Cette évolution a donné naissance au PSD (président, Muller, maire de Mulhouse), puis PDS, puis MDSF, partie constituante du mouvement réformateur.

Une minorité des dirigeants de l'ex-SFIO a rejoint le PS où elle se situe directement à la droite du parti. Cependant, quelques militants syndicalistes ont aussi rejoint le PS : il est trop tôt pour dire si cette stratégie s'avère efficace.

Que fait le PSU dans ce contexte ? Numériquement moins fort que le PC ou le PS, il rassemble cependant la plupart du temps des militants fortement engagés dans les luttes tant au niveau des entreprises qu'à celui du cadre de vie. Nous y revenons par ailleurs.

Pierre KASSER. ■

(1) Ce transfert au profit de l'UDR était d'ailleurs très conjoncturel (cf. l'âme alsacienne) et s'était souvent fait sur des hommes issus du courant centriste.

te, des témoins locaux viennent expliquer ce qui s'est passé un certain jour de décembre 72.

Peu à peu, le tribunal prend des allures de little big born. Les sauvages prennent la parole : la manifestation que Macé a réprimée parce qu'elle troublait l'ordre n'était qu'une distribution de tracts dans une rue piétonnière ! Les distributeurs de tracts étaient menacés par un groupe du S.A.C. et Macé a embarqué les distributeurs mais pas le S.A.C. ! Et dans le tas, une ménagère avec son cabas et un quidam avec sa bouteille de rhum !

Cela n'empêchera pas que K 68 soit condamné (jugement dans un mois, quand les témoins, les avocats, le public et les journalistes seront rentrés chez eux. C'est plus sûr). K 68 sera condamné parce que c'est la justice, si ce n'est pas la justice.

Je peux même vous confier ceci : le juge Henni sait très bien à partir de quelle somme d'amende K 68 fera appel. Il condamnera donc à une somme légèrement inférieure. C'est la « sagesse » du tribunal. Le couperet de la justice tombe en évitant les obstacles.

L'honneur de la police sera sauf. Par quelle opération magique un homme qui n'est pas respectable sera-t-il à nouveau respecté ? Par l'effet d'un jugement incantatoire ? Avec tout votre fatras de gestes vides, de déguisements, de mots sym-

# PSU-68



68 : comme le département du Haut-Rhin. Ils en ont de la chance, ces militants, de pouvoir ainsi s'attribuer cette référence à Mai, qu'ils partagent d'ailleurs avec le Klap. A ne considérer que les résultats électoraux, le PSU haut-rhinois ne pèse pas bien lourd. Il est pourtant partie prenante de toutes les batailles qui se mènent dans la région. A commencer par celle de K. 68 !

LES militants du PSU sont d'origine diverse, et de tous les secteurs de la vie économique et sociale. Là où ils sont, ils sont connus, et reconnus comme tels.

Peut-être les considèrent-ils trop souvent comme des redresseurs de tort, ou des Don Quichotte de la politique ? On rencontre encore trop de militants (syndicalistes, ou d'organisations diverses) qui tout en s'affirmant d'accord avec nous, ne font pas le pas d'adhérer à un parti. Ou encore, préfèrent d'autres partis réputés plus « efficaces » (électorale parlant, bien sûr).

Nous pensons, nous, que la politique ce n'est pas d'abord et avant tout les élections et la chambre des députés. Nous pensons qu'elle se vit, au travers des luttes quotidiennes, dans la vie de tous les jours et les conflits qu'elle provoque. Et partout, nos militants s'efforcent d'être présents.

Ainsi, depuis les élections :

- Pour la sauvegarde de la plaine du Rhin, en manifestant à Strasbourg, le 6 mai, pour le moratoire nucléaire, avec les Jusos ;
- Aux côtés des travailleurs immigrés, le 1<sup>er</sup> mai ;
- En organisant, toujours avec les Jusos, le meeting sur l'Europe à Colmar ;
- En participant, le 29 septembre, à la marche sur Besançon ;
- A la manifestation pour la défense des libertés le 20 juin ;

- En luttant dans la ZUP de Mulhouse pour un meilleur cadre de vie ;
- Et en participant, bien sûr, depuis le début, à l'aventure de Klapperstei 68.

Nous sommes persuadés que la prise du pouvoir se prépare tous les jours, en formant les militants et en permettant à chacun de prendre en main ses propres affaires. C'est pourquoi aussi nous luttons pour réaliser l'unité des forces populaires.

Tiens : supposons qu'en mars, la gauche l'ait emporté. Qu'aurions-nous fait ? Des décisions auraient été à prendre dans les premières heures. Comment cela aurait-il été possible si les militants des diverses organisations de gauche s'ignorent, quand ils ne s'insultent pas ?

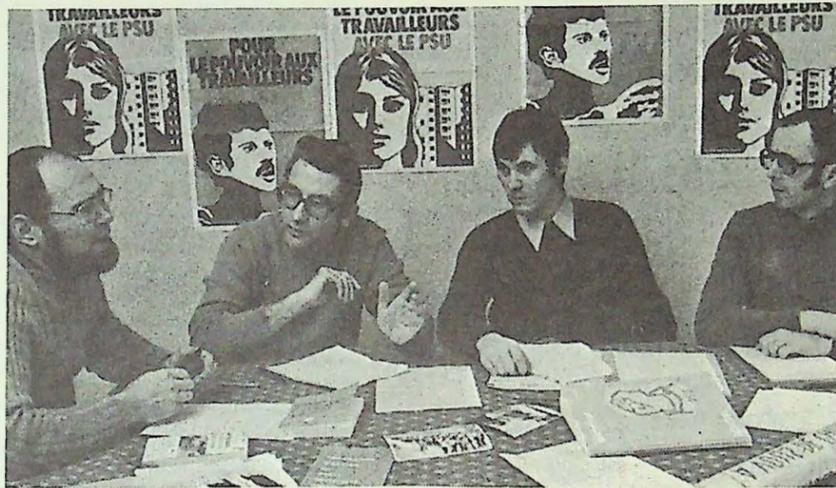
C'est pourquoi nous avons proposé, dans le cadre d'un comité de liaison pour l'auto-gestion socialiste, aux socialistes de réfléchir avec nous au futur et de mieux coordonner le présent. C'est dans ce sens aussi que vont nos dernières propositions d'un pacte anticapitaliste. Conscients que nous sommes du besoin de l'unité dans l'action pour parvenir à mettre bas le système actuel et à construire un socialisme non bureaucratique.

C'est vrai que cette volonté de coopérer dans l'action ne va pas sans difficulté. Mais l'expérience de K. 68 montre que l'union est possible, dans le respect de la personnalité de chacun, autour d'un projet minimum commun.

Nous pensons aussi que le socialisme ne pourrait se construire dans la France seule. C'est ce qui nous a poussé à rencontrer nos camarades Jusos, les jeunes socialistes du SPD allemand. Et nous répondrons favorablement à leur projet de créer une internationale socialiste régionale (autour des trois pôles Fribourg, Bâle, Mulhouse), riposte à l'internationale du capital qui existe déjà, elle, à l'échelle régionale (la « Regio »).

Nos tâches sont multiples. Nous souhaiterions être plus nombreux, plus actifs encore. Nous espérons que de nombreux travailleurs feront la même analyse que nous : le PSU est un outil, un véritable levier politique. Souvenez-vous de mai 68 !

Marcel CLAERR. ■



De gauche à droite : J.-L. Pflimlin, R. Winterhalter, M. Pierre, Fr. Minod.

#### Où nous contacter :

- Fédération du Haut-Rhin : B.P. 57/68 110 Illzach (responsable fédéral : Roger Winterhalter, 3, rue de l'Été, 68460 Lutterbach.) Adjoint : Michel Pierre, 45, rue Grünwald, 68200 Mulhouse.)
- Mulhouse : Francis Minod, 10, rue des Hirondelles, 68350 Brunsstatt.
- Lutterbach : Serge Flory, 3, rue du Vieil-Armand, 68120 Pfaffst.
- Thann : Marcel Claerr, route de Roderen à Leimbach, 68800 Thann.
- Saint-Louis : Norbert Meyer, résidence Baerenfels, rue de Latre, 68300 Saint-Louis.
- Colmar : Jean-Pierre Husser, Ecole d'Andolsheim, 68600 Neuf-Brisach.

## UN SECRET DE JOUVENCE



Le cheveu blanc, l'œil et le sourire malicieux, des souvenirs plein la tête, les souvenirs d'une vie de militant, d'une vie de bagarres pour le socialisme. Retraité de l'Education Nationale, mais toujours membre actif de la cause pour laquelle il n'a jamais cessé de se battre. Gardant intacts ses enthousiasmes et son désir de vaincre. Louis Fouilleron, 84 ans, militant du PSU.

A Soultz, une petite ville de la vallée, tout le monde connaît Fouilleron. Ancien maire de Guebwiller, il a été de toutes les batailles de la SFIO d'avant-guerre. « Régulièrement candidat, régulièrement battu », dit-il avec bonne humeur. Dès son arrivée en Alsace, ce natif de la Loire, socialiste et libre-penseur, s'est heurté aux forces conjuguées du cléricisme et du fascisme montant. Le combat pour la laïcité était, à cette époque, inséparable du combat pour le socialisme. « Les livres d'Histoire commençaient par le récit du meurtre d'Abel par Caïn. Abel, disait le commentaire, représente le Christ et Caïn est la figure du peuple juif qui mit à mort notre Seigneur. » Tout un programme, qui mène directement à Dachau et Ravensbrück...

La guerre, la débâcle, l'occupation, Fouilleron résiste, il n'a jamais su faire autre chose. Il monte dans la Loire, en liaison avec l'Intelligence Service, un réseau de parachutage, est dénoncé, arrêté, emprisonné pendant quinze mois. Il a 53 ans. Hospitalisé, puis libéré, il reprend ses activités clandestines avant d'être nommé, à la Libération, contrôleur de l'Enseignement dans la Sarre occupée. Il va tout de suite se heurter violemment au gouverneur Grandval et s'opposer à la politique de francisation de la Sarre : « Une Alsace-Lorraine, ça suffit. » Ses démêlés avec les autorités françaises d'occupation sont autant d'anecdotes savoureuses.

En 56, il adhère au PSA. La guerre d'Algérie, comme pour tant d'autres, aura servi de révélateur. Mais ce militant « de base » est vite effrayé par les multiples tendances qui déchirent la « nouvelle gauche ».

« J'ai assisté comme délégué au premier congrès du PSA. Il y avait sept tendances ! J'étais désespéré... »

Il ne reprendra sa carte qu'en 61. Au PSU cette fois, qu'il ne quittera plus. Pourquoi ce choix, cette fidélité ?

« Parce que le PSU est un parti jeune, qu'il a une ligne authentiquement révolutionnaire. Que voulons-nous ? Nous emparer des moyens de production. Mais si c'est pour faire une caste de fonctionnaires tout puissants, comme en Russie, aucun intérêt. Nous voulons que la classe ouvrière prenne vraiment ses affaires en main. »

« Nous n'avons pas de complexe à avoir vis-à-vis du Parti socialiste. Comment peut-on être sûr que le PS, malgré son renouvellement, ne retombera pas dans l'ornière de la collaboration de classes ? Sans lutte de classes, il n'est pas possible de faire comprendre à la classe ouvrière le sort que lui réserve le capitalisme. »

« Je me sens tout à fait en accord avec la double démarche du PSU actuel : il faut développer le CLAS. Il faut aussi réaliser une unité populaire profonde sur des objectifs anticapitalistes. »

« De la même façon, nous savons bien que le socialisme ne se fera pas dans un seul pays. Il faut s'ouvrir à l'Italie, à l'Allemagne. Ici, en Alsace, nous sommes particulièrement bien placés pour agir auprès des Allemands. C'est pour cela que nous attachons beaucoup d'importance à nos contacts avec les JUSOS du SPD... »

Réconfortant, ce militant octogénaire. Instructif de l'écouter raconter. Etonnant de l'entendre parler de ses projets. Car il a des projets, il prépare des « coups ». « Mais ça, n'en parles pas dans TS ! »

Et ce vieux libre-penseur, ce pourfendeur de l'obscurantisme, ce champion de la lutte anti-cléricale vous souffle dans un sourire qu'il travaille beaucoup, en ce moment, « avec le curé de G. et celui de B., des gars comme ça ! Leur bulletin paroissial est souvent en avance sur nous ! Sûr que les notables vont finir par ne plus mettre les pieds à l'église !... »

Pas sectaire, Louis Fouilleron. Et pas triste de l'entendre dire : « Nous avons du pain sur la planche. C'est ce qui m'intéresse ! »

Le combat pour le socialisme, un secret de jeunesse ?

B. L. ■

## • morbihan : bilan de santé

**Morbihan : chef-lieu Vannes ; maire : Marcellin ; conseiller général : Marcellin — qui serait aussi député s'il n'était ministre de l'Intérieur. Premier cogue de France, l'homme-aux-grandes-oreilles n'a sans doute pas été élu par les travailleurs du**

**Morbihan. Enfin, pas par tous... Voici, pour donner des remords aux uns et de la hargne aux autres, ce « bilan de santé » d'un département manipulé — en mal — par un républicain indépendant qui a trop à faire avec la conspiration gauchiste internationale.**

La situation continue à se dégrader, surtout dans le textile. A Locminé, la fermeture est confirmée. A Hennebont la situation a empiré à la Société Braff. Cette entreprise, implantée en 1965, a employé jusqu'à 330 salariés. Elle travaille en sous-traitance pour 5 ou 6 grossistes et ne commercialise que 20 % de sa production. Le chiffre est de 600 000 F et la marge bénéficiaire officielle de 60 000 F. La situation financière s'est aggravée : découvert bancaire de 700 000 F et il faut ajouter la somme due à la Sécurité Sociale et à la municipalité. Mais le patron faisait preuve d'optimisme : « Les questions d'argent, ça s'arrange toujours. » Evidemment, mais ça dépend pour qui.

En tout cas, les ouvrières étaient inquiètes depuis longtemps, certaines n'avaient pas touché de paye depuis le 20 octobre. Un acompte leur était promis pour le 14 janvier mais les dossiers d'allocation chômage partiel n'étaient pas remplis.

D'autre part, la direction a décidé de porter le nombre de licenciements à 86. La rentrée s'est effectuée normalement le 9 janvier. Alors que le patron Braff se félicitait de l'attitude conciliante des syndicats CGT-CFDT et ajoutait : « Je suis obligé d'être dur en ce moment et ne veux pas tomber dans la démagogie prônée par Edmond Maire qui voudrait que les diminutions d'horaires et des cadences de travail ne soient pas accompagnées de pertes de salaires. »

Le 10 janvier, à 13 heures, un mouvement spontané éclate. C'est la surprise car jusque-là, on disait : « Ces filles ne parlent pas, elles sont indifférentes à leur sort. » Elles ont pris la parole et occupé l'usine. Elles ont demandé à la directrice de leur communiquer la liste des licenciées et constatent que plusieurs anciennes et cas sociaux y figurent. Les permanents syndicaux obtiennent l'assurance que les forces de police ne seront pas utilisées s'il n'y a pas d'incidents. Braff, le patron menace de déposer son bilan et n'accepte le principe de la reprise du travail qu'après le départ des 86 licenciées.

### provocation

La directrice qui passe une nuit blanche dans l'usine tente une provocation : elle fait appel aux commissaires de police sous prétexte que deux éléments étrangers à l'entreprise, en état d'ébriété, ont pénétré dans l'enceinte de l'usine.

Les organisations syndicales font des propositions :

- reclassement dans d'autres entreprises (environ 25 places) Avec le nombre de départs volontaires et les congés de maternité, cela représente une réduction d'effectifs de 50. Il faut y ajouter les 15 stagiaires. Le différend ne porte que sur 11 emplois ;
- mise en chômage technique éventuellement jusqu'en mars avec déblocage d'un contingent de 320 heures de chômage partiel.

Le patron exprime sa colère et son intransigeance et il ajoute : « Je n'en veux pas aux filles, mais surtout aux éléments extérieurs. » Il dit ses craintes sur des risques d'incendie : « Avec une cigarette, c'est vite arrivé. » C'est le prétexte pour saisir le tribunal des référés qui, bien sûr, ordonne l'évacuation ; mais le jugement n'est pas exécutoire à la minute. Cette interprétation leur donne un répit jusqu'au dimanche. Le tribunal siège à nouveau et fixe comme limite à l'occupation le lundi.

Parallèlement, le chômage partiel s'étend à d'autres usines :

— la **Biscuiterie Saint-Sauveur** (groupe LU-BRUN racheté par un groupe britannique) réduit l'horaire de travail à 32 heures pour les femmes (190) et 40 heures pour les hommes (30) ; prétexte : réduction de l'approvisionnement en gaz naturel ;

— **Polybois** prévoit 25 nouveaux licenciements à ajouter aux 40 de décembre et là aussi l'horaire est réduit.

Bien entendu, une vague de répression accompagne les mouvements sociaux. Chez Braff, la direction impose une discipline quasi militaire : la directrice avait cherché à imposer un roulement organisé pour l'utilisation des w.-c...

Chez les agriculteurs, Edouard Morvan, inculpé pour avoir, au cours d'une action syndicale, en deux endroits différents, couvert d'inscriptions des camions appartenant à des sociétés laitières. Après avoir refusé de répondre aux questions du Président Ed. Morvan déclare : « Nous som-

mes 55 000 producteurs laitiers en Bretagne. Tous, nous sommes hostiles au libéralisme économique actuel qui entraîne le « misérabilisme » dans les campagnes en provoquant une diminution de notre rémunération, une détérioration de nos conditions de travail, ainsi qu'une aggravation systématique du marché du travail. C'est pourquoi il faut s'attendre à une reprise de la guerre du lait. » Le Président, estimant ce langage déplacé, suspendait la séance.

Le ministère public, dans un souci d'apaisement, demandait une amende, obtenue d'ailleurs (elle est de 1 500 F), et précisait qu'il renonçait à solliciter une peine de prison.

Dans une entreprise de Lorient, les syndicats estiment abusif le licenciement d'un délégué et soulignent la mauvaise volonté de ce patron qui refuse d'appliquer la nouvelle grille de salaires établie en octobre.

### censure

A tout cela s'ajoute, sur le plan culturel, de nombreux cas de censure dont nous avons déjà rendu compte. Rappelons que la mairie de Vannes a informé par lettre la C.D.O. que la pièce « La chasse présidentielle » ne pourrait être jouée à cause de « la médiocrité du texte ».

Corresp. ■

## • les mystères du beefsteack

**Le palais de justice envahi à Chambéry, barrages sur les routes de l'Aveyron, 2.000 manifestants à Fougères, camions de viande d'importation stoppés à Saint-Brieuc... On ne compte plus les manifestations paysannes pour une hausse des cours de la viande à la production.**

**Parallèlement, c'est le grand cinéma du côté des dirigeants agricoles et de Chirac. Debatisse demande qu'on aille jusqu'à une crise de l'Europe, Chirac claque la porte... Qu'en est-il exactement ? Pourquoi cette crise ?**

DEPUIS deux ans, on encourage les éleveurs à produire plus de viande : primes, incitation par les conseillers agricoles, rumeurs de pénurie... En 1972, les prix se sont envolés à la production et le gouvernement les a laissés faire. On a même supprimé la TVA en janvier pour aider un peu. Elections obligent, n'est-ce pas ? Du coup, la production est cette année 20 % supérieure à ce qu'elle était l'année dernière.

### en baisse

Sitôt les élections passées, le gouvernement a demandé à Bruxelles l'application de la clause de pénurie. Ce qui signifiait que les droits de douanes étaient abaissés. D'où une augmentation des importations de la CEE de quelque 250 000 F en 1973, et, à partir d'avril, une baisse des cours à la production. Finalement, la clause de la pénurie a été supprimée en août.

À l'ajout de cela l'accélération de l'inflation. Celle-ci se traduit par l'augmentation non moins accélérée du prix des produits nécessaires à l'agriculture (engrais, aliments du bétail, etc.) puisque ces prix sont fixés par des grandes sociétés qui, en tout état de cause, répercutent la hausse de leurs charges et conservent leur propre taux de profit.

Vous constatez aisément que les éleveurs qui ont en temps normal moins que le SMIC pour

faire vivre leur famille, une fois les traites payées, sont alors dans une situation intenable, en particulier ceux qui viennent de s'équiper ou d'augmenter leur cheptel. La seule solution est d'emprunter au **Crédit Agricole**, tout comme les paysans africains empruntent à l'usurier, si encore celui-ci veut bien prêter.

La situation en est aujourd'hui au point que certains animaux achetés maigres voici un an, sont revendus gros presque au même prix qu'ils ont été achetés, c'est-à-dire que l'agriculteur les a nourris et élevés pour la gloire...

Pourtant, à la consommation, les prix ne cessent d'augmenter. Pas plus tôt qu'hier, le beefsteack a encore pris 2 F au kilo. D'où vient ce mystère ?

Pour l'élucider, il faut considérer ce qu'est le circuit de la viande. Entre l'éleveur et le consommateur, se trouvent en effet des intermédiaires, généralement deux ou trois. Mais alors qu'il y a un million d'éleveurs, on ne compte que 500 concessionnaires, pour 40 millions de consommateurs urbains et plusieurs dizaines de milliers de bouches. Ce sont les intermédiaires, peu nombreux, qui « font » les prix et à la production et à la consommation. Cela signifie que :

- quand leurs propres charges (transports, stockage) augmentent, ils la répercutent intégralement sur leurs clients ;
- leurs moyens de stockage leur permettent d'acheter aux prix les plus bas et de revendre au mieux ;

— lorsque l'importation est rendue possible à bas prix par l'application de la clause de pénurie, ce sont eux qui achètent. Mais la viande ainsi achetée n'est pas vendue moins chère au consommateur (ce qui devrait servir la clause de pénurie) ; elle est stockée, et sera revendue lorsqu'on ne pourra plus importer c'est-à-dire au plus haut prix. Les stocks permettent également de faire pression sur les cours à la production.

En face de cette situation qui n'est pas nouvelle, les gouvernements n'ont pas fait grand-chose. On disait naguère que les mandataires étaient plus puissants que de Gaulle... et chacun se souvient des déboires de Jacques Marette lorsqu'il a voulu « réorganiser » le marché de la viande (« Suivez le bœuf »).

Depuis, plusieurs ministres se sont succédés, mais on ne touche plus à l'organisation de ce marché. Ici comme ailleurs, c'est le pilotage à la godille. Un coup côté éleveurs pour les élections, un coup côté consommateurs après les élections, sous la pression de la Communauté européenne.

## • Cosne-sur-Loire patron de choc

« **C**E matin, il n'y a pas de travaux d'électricité pour toi. Prends le balai et nettoie l'atelier ; ensuite, tu iras biner la cour. N'oublie pas de prendre un imperméable, il pleut ».

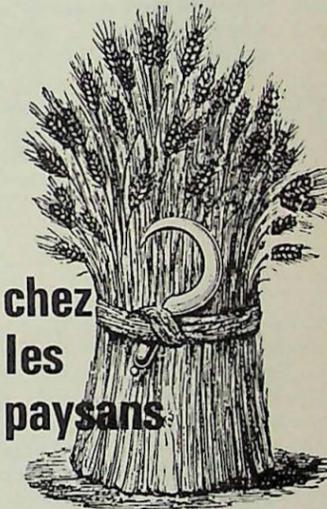
Pendant une semaine, Pierre Kerekdjian, électricien P3, animateur de la section CFDT de l'entreprise **ACM** à Cosne-sur-Loire (Nièvre) a dû subir ces brimades. Il faut dire que le patron, Cendre, n'a pas apprécié le refus de la direction départementale de la main-d'œuvre de voir Kerekdjian licencié. Et pourtant Cendre voudrait bien se débarrasser de ce gêneur qui a monté la section syndicale CFDT (40 cartes sur 110 salariés et 4 sièges sur 5 au comité d'entreprise) et qui a mené une grève réussie en juin 1972.

Priorité à la lutte contre l'inflation en octobre : Giscard taxe la viande. Priorité aux caisses de l'Etat, et tant pis pour l'inflation : Giscard rétablit la TVA sur la viande bovine en janvier. Le 15 janvier, Chirac claquait la porte à Bruxelles après avoir demandé une augmentation de 10 %. Le 22, il augmente de 5 % le prix d'intervention. Une des techniques adoptées ne manque pas de sel : on va payer les intermédiaires pour qu'ils stockent de la viande achetée à bas prix, laquelle sera revendue ensuite aux consommateurs aux prix les plus hauts.

Tout ceci est fort peu cohérent et ne sert finalement que les intermédiaires.

### circuit court

Face à cette pagaille, le PSU a déjà proposé d'organiser des circuits courts. La CNA réfléchit actuellement aux possibilités d'instaurer dès maintenant, à titre de démonstration de tels circuits courts.



chez les paysans

Une politique massive de stockage jointe à la réglementation du stockage privé, pourrait permettre de régulariser les cours.

Les manifestations « pour un relèvement immédiat des cours à la production » sont certes nécessaires. Mais il faut aller plus loin, et s'attaquer aux causes mêmes de cette baisse des cours, c'est-à-dire aux monopoles.

Hector COIRON ■

Mais les travailleurs n'ont pas attendu le résultat de ces méandres administratifs et le 9 janvier, une grève commence pour exiger le respect des libertés syndicales et l'arrêt de la procédure de licenciement collectif.

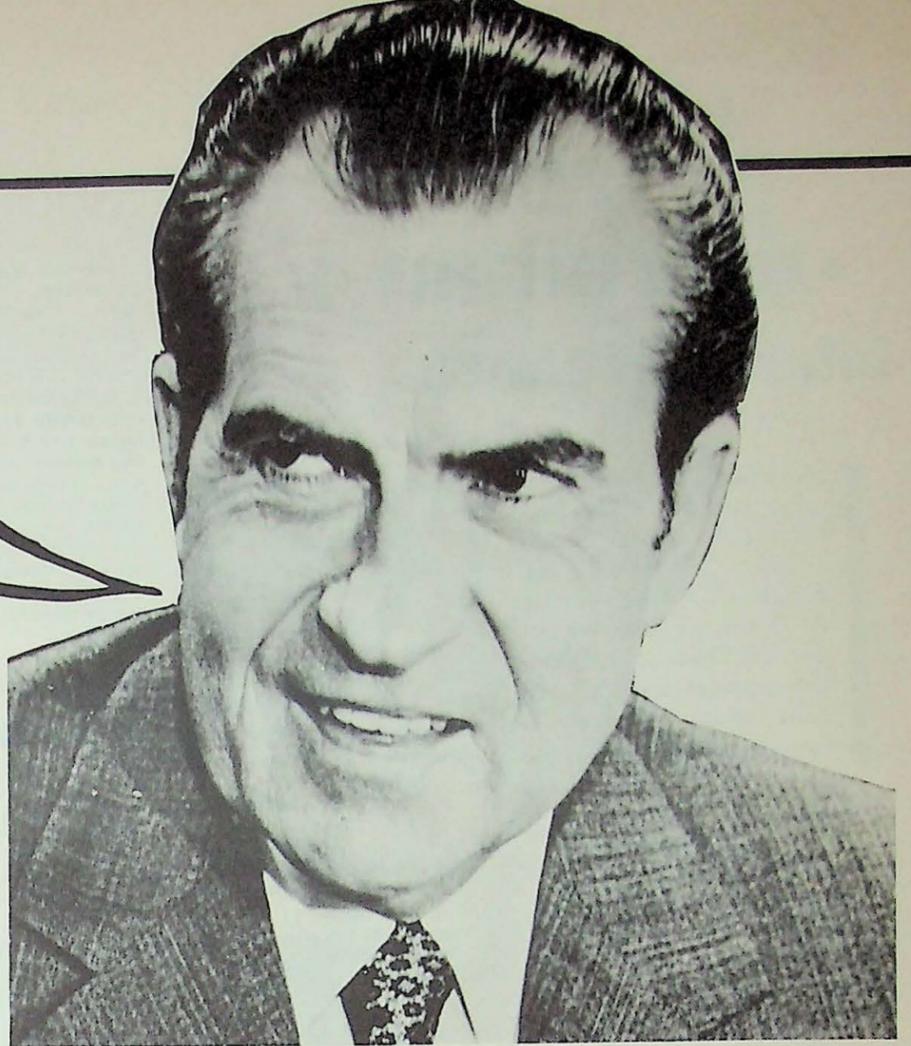
Les pressions morales sur les ouvriers par les cadres des syndicats autonomes ont été telles que, bien que l'ensemble des ouvriers est d'accord avec les grévistes, seuls 30 ouvriers sur 70 se sont effectivement mis en grève.

La popularisation a un bon écho dans les autres entreprises de la région : des meetings et collectes ont eu lieu avec les Lip, avec d'autres usines et avec les lycéens de Cosne et Nevers.

Face à un patron déterminé à ne pas céder, la grève risque d'être longue et dure financièrement (soutien financier : UD CFDT Maison du Travail, boulevard Pierre-de-Coubertin, 58000 Nevers).

Corresp. ■

Honorables  
Membres du Congrès,  
mes chers  
compatriotes



Chaque année à pareille époque, le Président des Etats-Unis adresse au Congrès son rapport sur la situation politique et économique du pays : c'est le « message sur l'état de l'Union ». Parce qu'à Washington, se recommander de « Tribune Socialiste » ouvre bien des portes, notre correspondant aux Etats-Unis est parvenu à se procurer — en exclusivité mondiale — une copie du discours que Richard Nixon doit prononcer ce jeudi à midi devant les parlementaires américains...

**J**E serai bref puisqu'il paraît que le temps m'est compté.

Malgré les vicissitudes de la politique intérieure et internationale, l'année économique n'a pas été mauvaise pour notre pays qui est parvenu à rester la principale puissance économique du monde. Un exemple fort clair de cette bonne santé économique nous a été fourni la semaine dernière quand Exxon a annoncé que ses profits pour 1973 dépassaient les deux billions de dollars, en augmentation de 56 % par rapport à 1972 ! Les journalistes et certains sénateurs, qui ne savent voir que le côté mesquin des choses, ont rapporté qu'Exxon ne payait que 2 % d'impôts aux Etats-Unis, sur ces profits, et que dans les stations-service, l'essence a augmenté de 20 % au cours du dernier trimestre de l'année passée. Bien sûr, les pessimistes professionnels sont incapables de voir ce qui fait notre fierté dans l'annonce des résultats d'Exxon, c'est-à-dire la permanence et la solidité, malgré la crise de l'énergie, de cette valeur fondamentale de notre patrimoine américain : la libre entreprise.

« Je sais aussi que certains d'entre vous, à cause de l'inflation qui a fait monter les prix de plus de 12 % l'an dernier (20 % pour les prix alimentaires) et qui a diminué de 3 % votre pouvoir d'achat, auraient tendance à partager le pessimisme entretenu par la presse et la télévision. Ce sont les mêmes qui agitent devant vous le spectre du chômage sous prétexte que General Motors vient de licencier 75.000 travailleurs. Je dis que ce sont là de bonnes choses pour l'Amérique et l'émancipation de ses travailleurs : moins d'argent, cela veut dire moins de corruption — et Watergate vous a montré combien cela pouvait endom-

mager nos institutions ! — et moins de ce matérialisme importé par des idéologies étrangères voisines du communisme, moins de travail, cela veut dire davantage de temps libre pour que les ouvriers américains s'épanouissent. Les prétendus libéraux qui critiquent la politique de l'Administration ne nous pardonnent pas de réaliser les promesses qu'ils ont été incapables de tenir quand ils étaient au pouvoir.

« Je ne voudrais pourtant pas vous promettre que tout sera rose en 1974, parce que nous subissons nécessairement les contre-coups de la crise mondiale. Le pétrole sera plus rare ou plus cher ; des inconscients ou des irresponsables nous pressent d'imposer un rationnement de l'essence : mais ne voient-ils pas de qui ils font le jeu ?

Car si la pénurie tout court, c'est une crise, comme en connaît parfois notre économie de marché de même que le temps est fait d'orages et de journées ensoleillées, la pénurie avec des tickets, ça, c'est du communisme et rien ne répugne davantage à l'esprit américain ! Les produits dérivés du pétrole, les produits manufacturés et tout ce qui est transporté en général seront aussi plus rares et plus chers. Je fais appel à l'esprit civique de chacun d'entre vous pour économiser, conserver, recycler tout ce qu'il est possible d'épargner et j'ai décidé de donner l'exemple, en effaçant toutes les bandes magnétiques que m'a demandées le juge Sirica, afin qu'elles puissent resservir.

« Sur le plan international, les Etats-Unis ont affirmé de façon éclatante, et leur prééminence, et leur volonté de paix. Et si le Dr Kissinger parvient à réaliser au Proche-Orient la même paix qu'il a conclue au Vietnam

l'an passé et qui a déjà fait 50.000 morts, on est en droit d'espérer une solution rapide au problème palestinien et un retour à la paix dans cette partie du globe, où se trouve pas mal de notre pétrole.

L'alerte généralisée des forces armées américaines a réussi à montrer que notre système de défense était au point ; si nous n'avons pas testé la bombe atomique, c'est simplement parce que c'est comme une allumette : ce n'est qu'une fois qu'on l'a grattée qu'on sait qu'elle était bonne.

De bonnes nouvelles nous parviennent même du Chili, où le nouveau gouvernement a tenu à réparer les injustices de son prédécesseur en promettant d'indemniser ou de restaurer dans leurs droits les compagnies américaines expropriées. Je m'en réjouis pour nos compatriotes et en particulier pour mes amis d'I.T.T. puisqu'ainsi ils seront sans doute à même de contribuer généreusement à la campagne des candidats républicains en novembre prochain, pour les élections législatives.

« Honorables membres du Congrès, Mes chers compatriotes,

« J'ai le sentiment, malgré toutes ces bonnes nouvelles, que vous avez perdu cet enthousiasme et cette foi dans votre pays grâce auxquels nous avons, dans le passé, gagné des guerres et soulevé des montagnes. J'espère que ce n'est pas à cause de Watergate, parce que vous auriez vraiment tort de vous en faire. D'abord votre président n'est pas plus corrompu que n'importe lequel des autres chefs d'Etat du monde, et puis on ne va quand même pas se fâcher pour quelques micros et des histoires de gros sous.

J'ai lu dans les journaux qu'en France, on avait aussi essayé de poser des

micros dans les bureaux d'un journal. Eh bien, personne n'a demandé la démission du président ou cherché à destituer le ministre de l'Intérieur ! Et vous savez que la France, notre plus vieille alliée dans la guerre d'Indépendance de 1776, a ceci de commun avec les Etats-Unis que l'on n'y badine pas avec la liberté !

« Mais je crois avoir compris ce qui provoque cette morosité générale. Je regrette, croyez-le bien, moi aussi le départ de Spiro Agnew. Mais comme il lui aurait été difficile de remplir ses fonctions de vice-président depuis la prison de Baltimore, il était préférable qu'il s'en aille. Mais j'ai partagé votre indignation, mes chers compatriotes, en apprenant il y a moins d'une semaine, par une dépêche d'agence, qu'une maison d'édition dépourvue de tout sens patriotique, avait refusé à Spiro le manuscrit d'un roman qu'il se proposait d'écrire sur les aventures d'un espion chinois qui devient vice-président des Etats-Unis.

Eh bien, je conclus ce discours, honorables membres du Congrès, en vous proposant l'édition de ce roman par les services officiels, aux frais de la République. Je sais que cette proposition peut surprendre, puisque l'heure est aux économies et aux restrictions. Mais il ne sera pas dit que les Etats-Unis laisseront sans ressources celui qui a été l'un de leurs meilleurs serviteurs. Au moment où chacun baisse la tête et se replie sur lui-même, cet acte de générosité sera le meilleur témoignage que nous pouvons offrir de la prospérité et de la santé morale de l'Amérique ».

Richard M. NIXON

P.c.c. : Jean-François MERLE ■

## en bref

### ● CONTRE SAIGON

**N**OMBREUX dans l'Histoire sont les régimes qui, par l'agression et la guerre, fuient leurs déboires intérieurs et internationaux : le régime de Saïgon, en attaquant les troupes et les résidents chinois, dans les îles Paracels, tente probablement de refaire un semblant d'unité nationale autour de lui... et de faire accepter la reprise des hostilités contre les zones contrôlées par le GRP.

Violation des accords de Paris, répression de toute opposition, extermination lente ou brutale des prisonniers politiques, appui armé de

Washington, tentation de relancer la guerre à l'échelle de l'Indochine, Thieu est bien ce valet de l'impérialisme que le GRP dénonce depuis toujours.

A Paris, le PSU et 52 organisations appellent à une manifestation le **30 janvier à 18 h 30 au métro Villiers**, pour défilé devant l'ambassade de Saïgon en direction de la place Péreire... Cette manifestation est interdite par M. Pompidou, dont le « réalisme » en politique étrangère pourrait se manifester mieux qu'en refusant de reconnaître la réalité au Vietnam : c'est-à-dire l'absence de soutien populaire de Thieu et l'avancée décisive que les forces révolutionnaires et la troisième composante ont réalisée sur le plan politique et sur le terrain dans leur pays.

### ● PLUS D'EUROPE

**C**E n'est pas que M. Pompidou remporte de plus brillants succès ailleurs... Sur le plan européen, tout s'effrite, au point que la Commission de la CEE lance un cri d'alarme « **pour éviter que la communauté ne se dissolve** ». Le Fonds régional est en panne ; la politique énergétique donnera lieu à la signature de contrats uniquement bilatéraux, du type France-Arabie Saoudite ; la politique agricole a du plomb dans l'aile. Quant à la politique monétaire commune, la flottaison du franc lui a porté un coup décisif. Bref, il n'y a plus d'Europe...

Ces considérations ne sont probablement pas étrangères au vote d'une motion de censure par les « **fanatiques du vert** » : Lecanuet et

compagnie. Mais, encore une fois, le cher homme est à côté de la plaque : s'il n'y a pas d'Europe, c'est parce que l'Europe capitaliste est bien incapable de s'unir : les firmes qui la dominent n'y ont pas intérêt. Une Europe socialiste, alors ? Figurez-vous qu'on y a pensé, et que, peut-être, un certain nombre de gens commencent à se rendre compte qu'elle est la seule chance de réaliser un jour, sérieusement, une Europe des travailleurs où les aspirations libres des communautés humaines pourront s'épanouir.

### ● HASSA(N)SSIN

**A** régime pourri, dirigeants criminels : Hassan II, poursuivant sur sa lancée, continue de faucher l'opposition marocaine.

# CAMBODGE : entretien avec Thiounn Prasith, ministre du GRUNK

Phnom-Penh a été fortement bombardée le 24 janvier et dans la nuit du 26 au 27 par l'artillerie des Khmers Rouges. Il y a eu des dizaines de morts et de blessés. Un obus est tombé sur le palais de Lon Nol. Les combats, qui ont redoublé de violence tout autour de la capitale cambodgienne, pourraient annoncer la grande offensive des partisans de Sihanouk. Les chances s'amenuisent pour les « républicains » de garder le contrôle de Phnom-Penh jusqu'aux prochaines inondations, en août. C'est dire que le GRUNK pourrait bientôt se trouver face à de nouvelles responsabilités gouvernementales et cela sur l'ensemble du Cambodge qui, évidemment, n'est plus le même depuis le coup d'Etat de 1970.

Nous avons rencontré, au moment de la Conférence internationale de solidarité avec le peuple cambodgien, M. Thiounn Prasith, secrétaire du bureau politique du comité central du FUNK et ministre de la coordination du GRUNK. Ses réponses à nos questions montrent que si les Khmers concentrent toutes leurs forces sur la « libération nationale » — et on le comprend — l'issue des combats militaires laisse présager des difficultés dans la mise en place d'un régime politique nouveau.

● T.S. — Les « Khmers rouges » sont aux portes de Phnom-Penh. Quand ils ne sont pas même à l'intérieur à faire sauter des ponts. Et déjà, la quasi-totalité du Cambodge est contrôlée par les partisans de Norodom Sihanouk. Comment expliquez-vous qu'une lutte de libération ait connu de tels succès en un peu plus de trois ans ?

— Thiounn Prasith. — L'opinion internationale s'étonne souvent, en effet, que nous ayons obtenu des succès aussi rapides, en trois ans et demi. On n'a jamais vu une guerre populaire de libération nationale être aussi efficace. Oui, notre lutte a été longtemps très peu connue parce que nous avons mené un long combat politique, et cela au moment où nos frères vietnamiens se battaient les armes à la main. Notre mouvement a commencé il y a plus de deux décennies contre le colonialisme français par une lutte armée. En 1954, après les accords de Genève, elle s'est transposée sur le plan politique, contre l'impérialisme américain et les traités qui sont actuellement à Phnom-Penh.

● ... Les mêmes traîtres qui tentaient déjà un coup d'Etat...

— T.P. — Oui, effectivement, en 1959, ils effectuèrent une tentative de coup d'Etat, fomenté par la CIA dont un des membres fut d'ailleurs capturé ; il faisait partie de l'ambassade américaine à Phnom-Penh. D'ailleurs, déjà à ce moment-là — on devait l'apprendre plus tard — Lon Nol était de connivence avec le chef des comploteurs. Il y eut ensuite d'autres subversions destinées à séparer les éléments progressistes et patriotes du chef de l'Etat, le prince Norodom Sihanouk. En 1967,

Lon Nol a encore monté un vaste complot. La situation s'est alors de plus en plus tendue. En 1969, les Américains ont fait « rallier » plusieurs milliers d'hommes, des Khmers du Sud. Enfin, le 18 mars 1970, il y eut le coup d'Etat, fomenté par les USA pour essayer de sauver leur politique de « vietnamisation » et détruire le mouvement patriotique cambodgien. Vous connaissez la suite : le 23 mars, le prince Sihanouk a fait une déclaration historique qui donnait naissance au Front uni national du Kampuchea.

● Le Funk fut donc une réponse tactique à une réalité déjà ancienne qui, avec le putsch de Lon Nol, prenait la forme d'une lutte ouverte...

— T.P. — Oui, en effet, pendant plus de vingt ans se sont forgés les dirigeants et les organisations qui ont

défini — embelli si on peut dire — une ligne politique basée sur une position ferme d'indépendance et de souveraineté. L'expérience de l'Indonésie en 1965 — le coup de Djakarta — et celle récente du Chili nous ont beaucoup appris et raffermis dans notre position de lutte.

Une autre cause de nos succès fulgurants, c'est que depuis le 23 mars 1970, nous avons rassemblé toutes les forces patriotiques du Cambodge dans le Front uni national, un front anti-impérialiste qui est le plus large de toute l'histoire : il englobe aussi bien le chef d'Etat — un ancien roi — que des ouvriers et paysans. Il y a dans le Funk des membres de la famille royale, des personnalités patriotes, la grande bourgeoisie capitaliste nationale — sauf les compradores, très souvent liés aux intérêts étrangers —, la petite bourgeoisie, beaucoup d'intellectuels et aussi des bonzes. La participation importante des moines bouddhiques de chez nous est un des traits caractéristiques de notre révolution. Ce sont en quelque sorte des intellectuels du village, vivant en symbiose avec le peuple, ce qui leur a permis de discerner l'intérêt national.

● Le Front Uni — vous venez de le rappeler — représente un très large éventail de la société cambodgienne et même des classes antagonistes. Par ailleurs, il n'y a pas une idéologie précise qui l'anime, mais des exigences nationalistes, patriotiques. Ne redoutez-vous pas, dans ces conditions, de grandes difficultés dans l'exercice du pouvoir ?

— T.P. — C'est en résolvant les difficultés qu'on va de l'avant. Mais notre programme politique prévoit, tant au point de vue économique que culturel, l'édification d'un nouveau Cambodge. Le problème essentiel est de répondre aux profondes aspirations du peuple.

Le bouddhisme au Cambodge (nous l'avons mis dans notre programme comme religion d'Etat) est très tolérant et admet l'évolution de la société. Nous nous attendons à des problèmes et pensons les résoudre à condition de se baser toujours sur le sentiment patriotique : si les gens sont patriotes,



Sihanouk et 3 ministres du GRUNK : en territoire libéré.

A Kenitra, nouveau procès de militants de l'UNEP, six condamnations à mort ; 15 autres militants menacés. La mobilisation pour les sauver est une fois de plus nécessaire, comme pour Puig Antich, comme pour Van Schowen, Garretton, Raul Sendic et ses camarades uruguayens. Appui donc à toutes les initiatives, notamment de nos camarades marocains à Paris.

## ● AU MAGHREB

PLUS à l'Est, au Maghreb, Bourguiba continue de bouder Khadafi, qui a poussé encore ses avances cette semaine. Si l'affaire n'est pas complètement à l'eau, son dénouement semble désormais devoir être reculé très longtemps. A moins de retournements imprévisibles.

## ● LE PIEGE IMPERIALISTE

L'ETAT de siège décrété en Argentine ces jours-ci n'a pas à proprement parler constitué une surprise : il est clair que si l'impérialisme étranger et la bourgeoisie argentine ont toléré le retour de Peron, ce n'était pas pour bouleverser l'ordre social. L'ex-général, l'ex-populiste Peron gèrera probablement, dans la période, leurs intérêts au mieux : l'activité de l'E.R.P. (armée révolutionnaire du peuple) qui a attaqué une caserne, l'agitation de la jeunesse péroniste, l'opposition vigoureuse des éléments de gauche du mouvement syndical (la toute-puissante CGT) depuis l'assassinat du péroniste de droite José Rucci (dirigeant de la CGT) montrent que bien des Argentins qui avaient misé sur Pe-

ron pour débloquer la situation politique sont obligés de déchanter.

Il reste qu'avec ce nouveau durcissement du régime l'on ne peut qu'être très inquiet sur l'avenir des forces populaires en Amérique Latine : le « cordon sanitaire » s'étend à présent au Brésil, au Chili en passant par l'Uruguay et l'Argentine. Quant au Pérou, les « colonels progressistes » viennent d'y révéler un visage peu différent de ses fascistes ou réactionnaires voisins (arrestations de militants syndicaux et étudiants, tortures, répressions en tout genre). Le piège impérialiste se referme sur le continent andin (sur le Pérou, voir dans ce numéro l'article d'Hervé Emilien).

Daniel LENEGRE ■

nous pensons que tous les problèmes pourront être résolus dans l'intérêt du peuple et de la patrie, dans l'intérêt national.

On peut parler de socialisme, de communisme, mais nous, ce que nous voulons, c'est construire un pays où il y ait une justice sociale, une répartition juste du revenu national ; qu'il y ait une démocratie et une liberté véritables — comme actuellement dans la zone libérée. Que faisons-nous dans cette zone ? Nous n'avons pas nationalisé ni collectivisé les terres. Tout est fait pour orienter les forces patriotiques vers la guerre populaire. Par exemple, seules les terres des propriétaires fonciers traités ont été confisquées et distribuées aux paysans pauvres ou prises en charge par le pouvoir populaire. Pour les autres, nous avons seulement diminué la rente foncière — qui était avant de 50 % de la production — à 20 ou 30 %. Nous avons aboli l'usure — qui atteignait plus de 100 % l'an — mais pas le taux d'intérêt, que nous avons laissé à 3, 4 % l'an. Nous avons surtout développé l'entraide qui est une notion traditionnelle dans la paysannerie cambodgienne.

Tant qu'il n'y a pas d'intervention étrangère, entre Cambodgiens, tous les problèmes peuvent être réglés. Le problème essentiel est qu'il n'y ait plus l'agression américaine.

● Mais un riche propriétaire peut être patriote comme un paysan pauvre, à la différence près qu'ils ne parlent sans doute pas de la même patrie...

— T.P. — ... Bien sûr, mais actuellement, il y a l'agression étrangère et tant qu'elle existe, le propriétaire comme le paysan n'ont rien. Il faut donc qu'ils luttent ensemble. Après, ce sera au peuple d'affirmer son pouvoir. Donc, socialisme ou communisme, ce sont là des problèmes qui se poseront après.

● C'est la raison pour laquelle vous tenez à affirmer votre indépendance à l'égard des blocs...

— T.P. — Nous étions, nous sommes non-alignés et nous proclamons dans notre programme politique que nous resterons non-alignés. Le Cambodge est un des pays fondateurs du non-alignement. Ce qui ne nous empêche pas de remplir notre devoir internationaliste notamment envers le Vietnam et le Laos avec qui nous avons les mêmes idéaux communs. Nous avons lutté ensemble dès la première guerre d'Indochine, chacun dans son pays et avec des formes différentes. Vous savez que le port de Sihanoukville a servi à transporter des armes et du riz pour nos frères vietnamiens. Mais cette solidarité ne met en rien en cause la souveraineté de chaque pays. Comme nous l'affirmons dans notre déclaration commune : « La libération de chaque pays est l'œuvre de son peuple. » C'est pourquoi nous proclamons l'indépendance de notre lutte.

● Ce que l'impérialisme appelle « intervention étrangère », c'est cette entraide qui lie les peuples indo-chinois...

— T.P. — L'impérialisme américain nous agresse. S'il ne prenait pas prétexte d'une soi-disant agression vietnamienne, il n'aurait aucune justification. Il n'y aurait aucune justification pour cette aide à Phnom-Penh qui atteint actuellement presque un milliard de dollars par an.

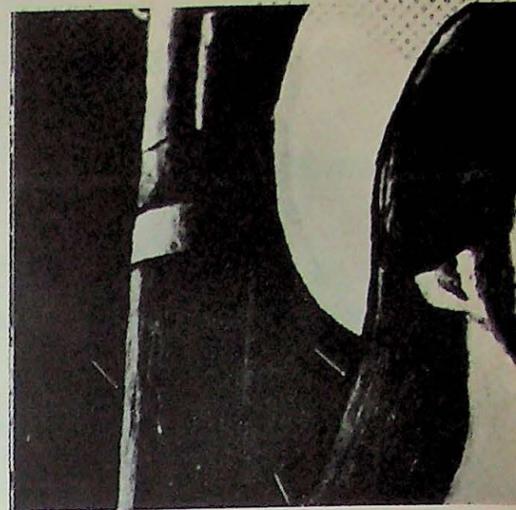
● Vous continuez à attacher une grande importance à l'attitude du gouvernement français à votre égard...

— T.P. — Nous continuons, en effet, à toujours mal comprendre pourquoi le gouvernement français proteste de son amitié avec nous et continue à courtoiser les traîtres de Phnom-Penh. Il veut avoir une femme et une concubine. Nous nous refusons absolument à jouer ce dernier rôle. Mais pourquoi insistons-nous tant sur l'amitié de la France ?

Il est un fait que nous en avons « bavé » sous la colonisation française. Nous avons acquis notre indépendance grâce à notre lutte, certes, mais aussi grâce à la solidarité du peuple français. Ce que nous n'oublions pas. Mais le gouvernement français continue à ne pas vouloir nous reconnaître et maintient son ambassade à Phnom-Penh, mettant ainsi en jeu ses intérêts futurs. Et ce n'est pas du futur lointain ! En politique, il faut savoir investir.

Propos recueillis par Gérard BOREL. ■

# CHILI : des clandestins de la Gauche chrétienne parlent



Après avoir donné la parole, sous la forme d'interviews de leurs représentants en France, au MAPU (Mouvement d'action populaire unitaire) et au MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), nous ouvrons cette fois nos colonnes à la Gauche chrétienne (Izquierda cristiana, I.C.). Il s'agit d'un entretien réalisé au Chili même — dans la clandestinité — avec trois dirigeants de ce parti.

Rappelons brièvement que la Gauche chrétienne est issue d'une scission de la Démocratie chrétienne, tout comme le MAPU. A la différence de ce dernier, l'I.C. ne se réfère pas strictement au marxisme léninisme, préférant constituer un « détachement révolutionnaire » auprès du peuple chilien qui, on le sait, est très imprégné de christianisme tant du point de vue culturel que social.

\* Des réfugiés chiliens en France viennent de faire paraître une brochure intitulée « Chili, la gauche chrétienne lutte ». 3 F à la librairie TS.

● La Junte militaire a affirmé que l'Unité populaire était un mouvement marxiste-léniniste au service du communisme international : Comment expliquez-vous la présence de la Gauche chrétienne dans l'Unité populaire et le Gouvernement de Salvador Allende ?

— La Junte est une alliance des patrons avec l'armée, de caractère fasciste. Pour elle, le mensonge est une habitude. L'Unité populaire était une coalition. La Gauche chrétienne en faisait partie par ce qu'elle partageait l'essentiel de sa ligne politique et se trouvait en accord profond avec les points fondamentaux de son programme.

La Gauche chrétienne regroupe des hommes et des femmes, surtout des jeunes qui, cause d'une inspiration de type chrétien ou simplement humaniste, étaient partie prenante du projet de construction du socialisme au Chili. Des milliers de révolutionnaires chrétiens étaient concrètement engagés dans les luttes du peuple, et cela à travers des canaux différents : soit à travers le secrétariat des Chrétiens pour le Socialisme, soit dans la Gauche chrétienne, soit, à titre individuel dans toutes les organisations de gauche.

Nous n'avions que deux militants directement engagés dans des tâches de gouvernement. Comme vous le savez, nous avons toujours protesté contre le « coteo » comme système de répartition des postes de responsabilités politiques. Le camarade Pedro Felipe Ramirez était ministre des Mines et de l'Habitat ; pendant tout d'une semaine il fut cruellement torturé dans les locaux de l'Ecole Militaire ; totalement disparu de la circulation pendant une autre semaine, il se trouve actuellement détenu à l'île Dawson.

Le camarade Arturo Riveros fut désigné comme sous-préfet de Constitution par l'ensemble des travailleurs (ouvriers, pobladores et campesinos) de la ville ; sa désignation avait été ratifiée par le Président Allende : il vient d'être assassiné à Cauquenes, sans le moindre simulacre de procédure judiciaire.

Notre participation à la direction du gouvernement s'effectuait avant tout à travers notre secrétaire général, le camarade Bosco Parra, aujourd'hui poursuivi par la Junte militaire dans tout le pays.

L'Unité populaire était un mouvement chilien qui, sans jamais nier la nécessaire solidarité internationale du prolétariat, soutenait un programme élaboré par et pour les Chiliens.

Ceux qui, aujourd'hui l'accusent de n'avoir été qu'une marionnette manipulée par des agents externes, n'ont absolument aucune autorité morale : ce sont eux qui ont été les instruments du complot monté contre notre pays par le service d'Intelligence de la Ma-

rine nord-américaine, en connivence avec l'ambassadeur-agent Nataniel Davies ; ce sont eux qui, à coups de canons ont finalement renversé le gouvernement de Salvador Allende constitutionnellement élu au suffrage universel par le peuple chilien.

● La presse chilienne ne parle pas beaucoup de la Gauche chrétienne ; elle passe sous silence la répression qui s'exerce contre elle, Pourquoi ?

— La Junte a déjà beaucoup trop de morts, de détenus, de torturés et de victimes de toutes sortes sur les bras ; les étudiants renvoyés et les ouvriers réduits au chômage sont trop nombreux. Sa « vérité », c'est qu'elle veut « extirper le marxisme-léninisme aux ordres de Cuba ». A quoi lui servirait-il de parler du ministre Pedro Felipe Ramirez ou du sous-préfet Arturo Riveros et d'une façon générale de tous les militants de la Gauche chrétienne qu'elle a assassinés à travers tout le pays ? A quoi bon rappeler au monde et à tous les Chiliens qu'il est révolu le temps où l'on pouvait en toute bonne conscience utiliser le christianisme pour défendre les intérêts de la bourgeoisie ?

A quoi bon rappeler que le fascisme chilien doit aussi réprimer de nombreux chrétiens qui s'opposent à sa barbarie et à son projet de reconstruction capitaliste ? Pour les gorilles qui osent invoquer le christianisme, nous sommes particulièrement dangereux, justement parce que la majorité d'entre nous sont des chrétiens connus comme tels. Notre seule existence est une négation du principal pilier de leur argumentation idéologique ; et vous savez combien l'idéologie joue un rôle important dans le fascisme.

● La Gauche chrétienne était une organisation toute récente. Si vous êtes si durement persécutés, comment se fait-il que vous puissiez encore tenir ?

— Les coups reçus ont été extrêmement durs ; mais la quasi-totalité de notre organisation a pu subsister. En ce moment nous sommes en train de nous adapter à la situation de répression extrême qui sévit sur le peuple chilien. Pour mener à bien cette tâche nous avons pu compter sur la collaboration de toutes les organisations chiliennes de gauche et même de secteurs démocratiques qui n'appartenaient pas à l'Unité populaire ; sans compter la solidarité internationale qui s'est rapidement organisée dans le monde entier.

Et surtout, c'est la décision de nos militants, leur volonté de s'engager jusqu'au bout dans la lutte pour la construction du socialisme qui nous a

permis d'être en mesure de travailler efficacement au renversement de la Junte militaire. Seuls ceux qui triomphent des épreuves présentes sont dignes du socialisme.

● Pensez-vous que la Junte militaire tiendra longtemps ?

— Il y a un certain nombre d'éléments qui nous inclinent à penser que non. Il s'agit d'un gouvernement qui impose un modèle économique conforme aux intérêts de la grande bourgeoisie agraire et industrielle : ce sont ses représentants qui détiennent tous les postes-clés dans les secteurs de décision économique de l'Etat. C'est un schéma qui, d'autre part, coïncide assez précisément avec les intérêts de l'impérialisme.

Le caractère de classe du gouvernement militaire s'est clairement manifesté dès la fin du mois de septembre. Les prix sont fixés à des niveaux incroyables ; ce sont essentiellement les pauvres, le prolétariat et les couches moyennes qui doivent payer le coût réel de l'inflation qui est ainsi provoquée : pour une augmentation des prix de 500 %, les salaires n'ont été relevés que de 100 % !

D'autre part, au point de vue extérieur, le prix du dollar, tel qu'il est fixé, pénalise surtout le cours des aliments, les coûts de production de la petite et moyenne bourgeoisie et pas

le moins du monde les articles de luxe.

Il s'agit d'un capitalisme d'Etat avec une protection fortement préférentielle de la grande industrie.

Pour « réussir », les militaires devront multiplier encore les crimes, perfectionner encore leur appareil répressif pour le rendre capable de contenir l'immense majorité de la population et non plus seulement les secteurs de gauche.

Les « relents » de type populiste (maintien des conquêtes du prolétariat, participation, etc.) dont parlent certains membres de la Junte ne feront que précipiter la crise. Chaque jour plus avides d'un pouvoir plus étendu, les militaires ne feront qu'aggraver les premières fissures qui d'ores et déjà se sont manifestées au sein de leur indispensable unité.

D'un autre côté, ce ne seront pas seulement les secteurs « de gauche » du Parti démocrate-chrétien qu'ils verront se lever contre eux. Les secteurs les plus « freistes » de ce parti et même certaines fractions du Parti National en viendront sans doute à prendre leurs distances et pourront se transformer en alliés « tactiques » des travailleurs et des masses populaires.

Les organisations politiques, au début tout entières absorbées dans un immense effort de subsistance, amoindrent peu à peu leur capacité de direction unitaire ; bientôt, elles seront

## PÉROU : des doutes sur le 20<sup>e</sup> pays...

On entendra cette année encore en Amérique Latine plus de bruits de bottes que de flute indienne. Stroessner au Paraguay, Banzer en Bolivie, bientôt Geisel au Brésil et d'autres, qui pour avoir des noms plus euphoriques n'en sont pas moins leaders de régimes « musclés » : Pinochet bien sûr à la tête du Chili « libéré », Somoza au Nicaragua, Bordaberry en Uruguay. En trois ans, la Bolivie, l'Uruguay et le Chili, tentés à divers degrés de s'écarter de l'orbite des Etats-Unis ont été remis au pas avec énergie. La situation est claire : dix-neuf pays d'Amérique Latine sur vingt sont sous dictature militaire ou sous des régimes de droite. Raison suffisante pour s'intéresser au vingtième, le Pérou.

D U Pérou, on a dit beaucoup de choses, et dans ses dirigeants on a vu des communistes, voire des autogestionnaires ou des fascistes, selon les cas : il est temps, avant qu'un coup d'Etat ne règle la question, de s'interroger sur ce régime. Comment classer ce « gouvernement révolutionnaire des forces armées » ou plutôt comment le caractériser ?

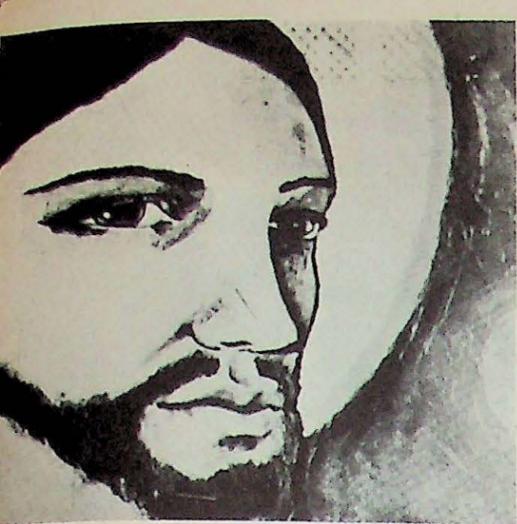
Le Pérou, depuis 1969, est gouverné par les militaires. Qui a vu le Gouvernement sortir du Palais et traverser la Plaza de Arma de Lima en uniforme, en rang par deux et au pas, en est convaincu. Mais dans la vie de tous les jours, ce n'est guère sensible, pas de couvre-feu, pas de troupes dans les rues, pas de censure sur la presse, qui offre un large éventail politique. Incontestablement, il n'y a pas une « atmosphère » de régime militaire.

Mais on rencontre vite les limites de cette bonhomie. Ces militaires ne sont pas des fascistes, mais au mois de novembre, aux premiers troubles

à Arequipa et Puno, dans le Sud, l'état d'urgence a été proclamé, de nombreuses arrestations opérées. La répression, même si elle semble très molle comparée à celle qui s'exerce au Brésil et au Chili, n'en existe pas moins. Bref, un régime militaire plutôt modéré, mais comme tous les régimes militaires, chatouilleux sur l'ordre public.

Son originalité commence avec ce qui fait la pierre de touche de tout régime dans ce continent encore essentiellement rural, la réforme agraire : dès le début, les colonels péruviens ont annoncé leur intention de la mettre en œuvre. Ce qu'ils ont fait. Incontestablement, les grandes exploitations ont été expropriées, la classe des grands propriétaires cassée.

Et, ce qui est plus important, les plus vastes et les plus riches de ces exploitations, les oasis à riz et coton de la côte ont été constitués en coopératives paysannes, pas décisif qui évite le détournement de la réforme par la création d'une classe de petits pro-



en mesure de conduire la lutte pour les libertés démocratiques, le rétablissement des droits les plus fondamentaux de la personne humaine et la construction du socialisme.

Tout cela nous fait penser que la lutte sera sans doute aussi sanglante et meurtrière que de longue durée.

## questions

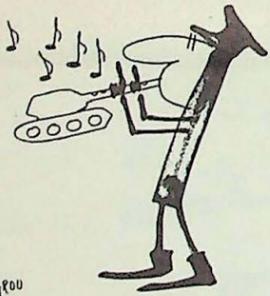
Dans deux questions écrites, Yves Le Foll vient de demander :

— Au ministre de l'Intérieur « s'il est exact qu'un certain nombre de réfugiés chiliens se voient interdire l'accès à certains départements français, en particulier les Alpes-Maritimes ».

« Dans l'affirmative, le ministre peut-il indiquer les raisons de ces interdictions et les critères en fonction desquels sont déterminées les zones où les victimes de la junte n'ont pas le droit de se rendre. »

Yves Le Foll demande également si les mêmes dispositions s'appliquent au fasciste Villarin, dont la venue dans les Alpes-Maritimes a été précisément annoncée.

— Au ministre des Affaires étrangères, s'il est informé de l'objet de la précédente question et « quels intérêts justifient des décisions qui semblent contraires à l'image que le ministre voulait de son attitude à l'égard des victimes de la junte fasciste chilienne. »



préaires réactionnaires comme en Bolivie.

De ce côté donc, une mesure positive. Mais la propriété n'est pas tout, et dans ces coopératives les rapports de production n'ont pas changé, les techniciens y décident toujours. Le système de commercialisation, et donc les prix, échappent aux coopératives. Et surtout, le problème reste entier pour les petits paysans misérables des hauts plateaux, dont les terres ne se comptent plus en hectares mais en sillons — quatre, cinq sillons de pommes de terre gelées au bord du lac Titicaca.

## poisson et pétrole

Chez ces paysans, le Sinamos (Syndicat national de mobilisation sociale) essaie de faire pénétrer le progrès, de les organiser en coopératives. Cet organisme d'Etat, implanté dans tous les secteurs, joue ici un rôle positif, mais de simple incitation, dont les résultats apparaissent encore mal.

Dans le domaine rural, qui est essentiel dans ce pays sous-développé, les militaires mènent donc une action progressiste : propriété collective de la terre, organisation de la classe paysanne. Mais beaucoup reste à faire pour que cette organisation, simplement coopérative, s'installe alors que la commercialisation est toujours privée, même si les cours des produits sont fixés.

# ESPAGNE :

## Puig Antich frappé de mort et d'indifférence

Un homme vient d'être condamné à mort. Il peut être garrotté d'un jour à l'autre. La tête sous un sac. Et, ce qui est pire encore, sous la chape monstrueuse de l'indifférence quasi totale. Salvador Puig Antich, 25 ans, anarchiste espagnol, peut crever en silence.

À quoi tient le « poids » politique de la vie d'un homme ? Comment se fait-il que certaines condamnations à mort soient plus que d'autres de bonnes affaires de publicité idéologique ? Que veulent dire des mots comme Justice, Solidarité, Révolution ?

On en est là, à se poser des questions grandes comme des lames de fond, lorsque l'on constate ceci : vendredi dernier, le Comité de soutien aux révolutionnaires de Barcelone avait organisé une conférence de presse. Il avait fait venir exprès de Barcelone trois personnes d'importance dans l'affaire. Trois hommes dont il est inutile maintenant de dévoiler la position et de leur attirer ainsi des ennuis qui n'en valent pas la peine.

... Car seul « TS » était représenté à cette conférence ! Impensable ! Mais où étiez-vous, oh ! là, les libéraux de service du « Monde » et du « Figaro » ? Et vous, de la grande Agence France Presse ? Etiez-vous partis en week-end comme les gens de gauche du « Nouvel Obs. » ?

Mais nos Camarades, avec un grand C, ceux de Rouge et Révolution ? En week-end aussi ? — plus « politique » sans doute. Ou bien, plutôt, en retrait comme lors de la manifestation de la semaine précédente, où seuls se retrouvèrent l'ORA, la Cause du Peuple, l'AMR et le PSU (1).

On comprend ce que veut dire le comité clandestin de Barcelone lorsqu'il « insiste particulièrement sur

l'importance de l'occupation semi-pacifique de locaux dépendant de l'Etat et du Capital espagnols plutôt que des manifestations spectaculaires où chaque organisation essaie de faire, par concurrence, la preuve de ses capacités mobilisatrices ». Ce que comprennent d'ailleurs une trentaine de camarades du PSU — dont Yves Le Foll, député des Côtes-du-Nord — qui envahirent le 22 janvier l'Agence du Tourisme espagnol, sur les Champs-Élysées.

## un Chili de 38 ans

De telles opérations, si elles ne sont relatées que partiellement dans la presse franquiste (qui évite, cela se comprend de faire le lien avec le MIL et les condamnations de Barcelone) sont d'une importance primordiale. Il n'y a même qu'elles — et de grands rassemblements réunis aussi, bien sûr — qui puissent sauver la vie de Puig Antich. Car si Franco et ses fascistes se foutent de la vie d'un anarchiste, ce qui les gêne, à travers son éventuelle exécution, c'est le risque de voir s'effondrer cette hypocrite façade de libéralisme patiemment bricolée dans la perspective d'une intégration à l'Europe capitaliste. Par conséquent, peu importe que la presse espagnole continue, à propos de la solidarité internationale avec les con-



damnés de Barcelone son œuvre de falsification soutenue : car le plus déterminant est ce qu'en dit la presse d'Europe. Ceci, afin que les gouvernements capitalistes ne soient pas trop à l'aise pour nous faire le coup d'une Espagne « démocratisée ».

C'est d'ailleurs ce qui a dû faire hésiter Franco qui, au fond, aurait pu exécuter Puig Antich immédiatement après sa condamnation. Le silence était alors bien plus complice que maintenant.

Ce n'est donc pas le moment de relâcher la pression — déjà trop faible. L'Espagne est un Chili de 38 ans ! On ne peut se prétendre révolutionnaire en combattant la junte chilienne et en manifestant pour Corvalan, Van Schowen, Garretton, etc. si, en même temps, on ne combat pas Franco en affirmant sa solidarité non seulement avec les Basques mais aussi avec les libertaires du MIL.

Puig Antich est accusé d'avoir tué un policier au cours d'une embuscade dans laquelle il a été grièvement blessé par deux balles. La victime a reçu cinq projectiles dont deux ne provenaient pas de l'arme de Puig Antich... Les avocats n'ont pas pu tirer profit de ce « mystère » et se sont vu refuser une expertise ballistique. De même n'ont-ils pas eu accès à tout le dossier de l'affaire — réservé aux militaires du tribunal d'exception. La « justice » franquiste veut faire croire qu'elle a affaire à des « gangsters » mais en fait, elle recourt à une juridiction qui date de la guerre civile. C'est que la guerre, en Espagne, n'est pas finie.

Gérard BOREL ■

(1) Contrairement à ce qu'écrit « Rouge » du 25 janvier, le PSU n'a pas, comme Rouge et Révolution, retiré sa signature ni demandé un report de la manifestation. L'aurait-il vu à ne pas mélanger !

En dehors du secteur agraire, l'économie péruvienne marche « sur deux jambes ». La première est la pêche : premier producteur de poissons du monde, le Pérou vend de la farine de poisson. Le régime a nationalisé les pêcheries et les usines de fabrication de la farine, mais en pleine crise, alors que la production baissait à cause de phénomènes climatiques qui éloignent le poisson. Le secteur est actuellement en réorganisation.

L'autre secteur actif, qui tend à supplanter la pêche est celui de l'exploitation des ressources minérales. Bien entendu, comme partout en Amérique Latine, celle-ci est aux mains de compagnies américaines qui exportent les produits bruts.

Lors du coup d'Etat, les militaires avaient annoncé leur intention de nationaliser les ressources. Des mesures ont été prises immédiatement pour le pétrole. Le trust américain IPC a été nationalisé et toute l'extraction de pétrole au Pérou. La question juridique n'est pas actuellement close, mais la nationalisation semble désormais irréversible (et le super est vendu aux particuliers 16 centimes français le litre).

Il n'en va pas de même dans le domaine minier. Le Gouvernement avait ici en face de lui un géant, la Cerro de Pasco Company, qui possédait les gisements du même nom (zinc, cuivre, plomb, argent, tungstène), « le symbole le plus voyant de la présence de l'impérialisme au Pérou » selon les termes du discours du président Velasco Alvarado, annonçant la nationalisation le 31 décembre.

Depuis longtemps, cette nationalisation était « dans l'air », mais achoppait sur le problème des indemnités (les Péruviens proposent 12 millions de dollars, les Américains réclament 145 millions). Le pas a donc été franchi. On peut attendre des réactions vives des Etats-Unis, puisque ce sont des minerais stratégiques qui sont visés, et que cette mesure de nationalisation est un très mauvais exemple donné aux autres pays d'Amérique Latine. L'épreuve de force est engagée, mais les négociations ne sont pas rompues.

Les militaires péruviens mènent ici une politique d'indépendance économique bien comprise en voulant contrôler les ressources du pays ; mais aucun anti-américanisme dans cette politique, la coopération économique et militaire continuent par ailleurs sur une position prudente de « non alignement » qui prend ses distances sans s'opposer systématiquement. Le Pérou était présent à la conférence d'Alger et refuse de condamner Cuba. La marge de manœuvre est étroite, le régime en joue au mieux.

Ces quelques exemples pris ici et là ne suffisent pas à caractériser le régime ; ils montrent en tout cas qu'il n'est pas simple : régime militaire qui crée des coopératives, développe l'alphabetisation et mène une politique de livres de qualité à bas prix ; nationalisme qui collabore avec les USA mais nationalise les ressources. Ce gouvernement de militaires « progressistes », sorte d'avatar sud-américain du nassérisme mérite en tout cas l'attention.

Il attire celle des pays voisins et même de Cuba, où il a une image « de gauche ». Les éditoriaux boliviens le dénoncent régulièrement et, jusqu'en août 1973, le mettaient presque sur le même plan que celui de l'Unité populaire chilienne (avec laquelle le Pérou avait des contacts ; actuellement les réfugiés chiliens y trouvent asile).

Cette image est justifiée en partie. Elle a surtout une signification par contraste : le Pérou a le moins mauvais des régimes de l'Amérique latine.

La question reste de savoir si la « voie péruvienne » est possible, c'est-à-dire si les USA et les bourgeoisies locales la supporteront ; l'armée est déjà au pouvoir, la politique des militaires contre les couches latifundiaires a en partie l'appui de la bourgeoisie industrielle, inquiète cependant et qui n'investit guère. Les Etats-Unis ne sont pas foncièrement opposés à ce « régime fort » et en aucun cas suspect de marxisme. Mais quel va être l'effet de la nationalisation du 31 décembre, et à quel niveau est la cote d'alerte ?

La diplomatie mondiale de Kissinger a besoin du calme total et de la sécurité d'approvisionnement en Amérique du Sud ; et les énergies utilisées contre Allende sont désormais disponibles. Le Pérou est le premier sur la liste noire.

A ce simple titre, et il y en a d'autres, le régime péruvien vaut qu'on le soutienne, faute de mieux. Le Pérou n'est pas le Chili d'Allende, mais il n'est pas non plus — pas encore — celui de Pinochet.

Hervé EMILIEN ■

# UN AN DANS T.S.

Cinquième et avant-dernière livraison de notre rétrospective sur 1973, histoire de familiariser nos nouveaux et nombreux lecteurs avec notre façon de voir et de dire.

Rarement la concordance entre les analyses théoriques et la pratique du PSU, entre le « contrôler aujourd'hui », et le « décider demain » n'aura été aussi clairement mise en lumière.

Lip va se charger de le démontrer au niveau des deux forces principalement engagées dans ce conflit : la CFDT et le PSU.

Depuis l'entrefilet envoyé par notre section de Besançon, jusqu'au dernier TS paru, nous avons dû consacrer directement à

l'affaire Lip au moins une trentaine de pages. Sans compter les éditoriaux, et les nombreux articles autour de Lip, ou prenant Lip pour référence. Sans compter les « une » consacrées au conflit (six ou sept), sans parler des numéros spéciaux de 4 pages... Lip est l'événement, étonnant, détonant, qui vient bouleverser les données du débat dans le mouvement ouvrier, en confirmant largement dans l'action ce que notre parti explique patiemment depuis de longs mois.

A l'image du PSU, TS est mobilisé, bien sûr, au service des Lip. Il est hors de question de tenter ici un résumé de tout ce que nous avons dit, écrit, montré en huit mois.

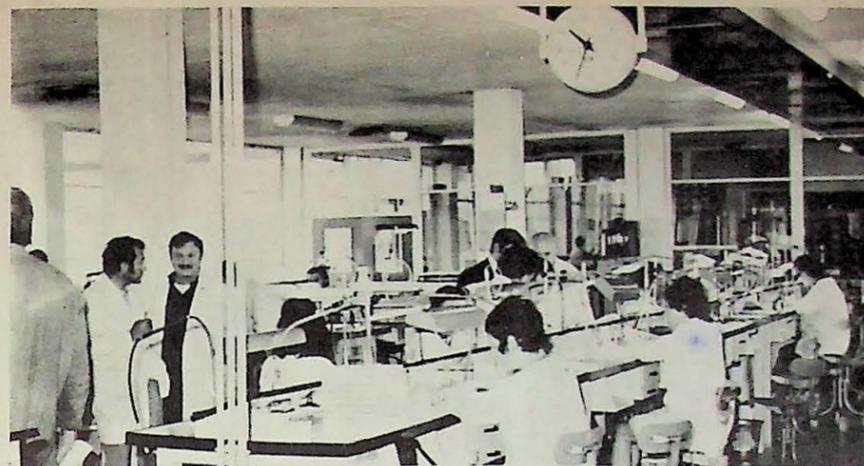
Quelques citations seulement : les raisons du conflit, les premiers jours de la vente des montres. Le matin de l'intervention policière, la farce d'Arc et Senans, la marche sur Besançon.

Mais l'ensemble de l'affaire est trop présente, trop actuelle, encore, pour qu'il soit besoin d'insister.

« Nous n'avons pas, dans cet article, la volonté de faire une analyse économique poussée de l'entreprise. Mais il nous fallait tout d'abord démystifier l'économique pour mieux faire apparaître le politique. Car cette analyse démontre à la fois qu'il y a eu erreur de gestion énorme, volonté délibérée d'amener l'entreprise là où elle est, apparemment avec la complicité de l'État. Cela veut dire que cette entreprise est viable dans le système. Qu'une gestion correcte la remettrait sur pied ».

« Il faut 40 à 60 millions de francs pour la faire repartir, dont 10 à 20 millions ne sont pas récupérables avant trois ans. Mais ensuite, en s'adaptant au marché, en menant une politique correcte (...) en appliquant une gestion d'expansion, les capitalistes savent bien que l'on peut refaire de Lip une entreprise rentable... » (TS 585 - 8-8-73).

« Le premier client, à 10 h 05, est un Marseillais. Il a entendu la nouvelle à la radio, dans sa voiture, et a fait un crochet ».



« Il est reparti avec la deuxième Lip fabriquée sous le contrôle des travailleurs. La première est à la mairie de Besançon et l'adjoint est le premier recéleur de France. Les menaces stupides de ces bouffis d'administrateurs auront eu au moins le mérite de faire rigoler tout Besançon, et avec Besançon, la France entière ».

« Couloirs encombrés. Par une file d'acheteurs, déjà, et par le personnel, qui « occupe » dans la bonne humeur. La chaîne, remise en route, ne nécessite qu'une soixantaine d'ouvriers. Le reste est disponible et se répartit l'ensemble des autres tâches : vente des montres, comptabilité, accueil des visiteurs, standard téléphonique, nettoyage, entretien, etc. Garde de l'usine aussi, la nuit. Car à la gaieté se mêle une certaine inquiétude : leur propre audace les effraye, et la crainte d'une intervention musclée pour mettre fin à l'aventure... » (TS 583 - 27-6-73).

« Alerte à la population. Les CRS ont occupé l'usine. » 6 h 30. Besançon

s'éveille. Les voitures munies de haut-parleurs propagent la nouvelle aux quatre coins de la ville. En ce mardi matin du 14 août, le mauvais coup a eu lieu. Le pouvoir a basement mis sur la chaleur, les vacances, la démobilitation traditionnelle du week-end le plus creux de l'année. Il ne va pas tarder à mesurer l'étendue de son erreur.

« Dès 9 heures, la démonstration est faite : les stratèges de Marcellin ont perdu leur pari. De toute la ville, les travailleurs sont montés à l'usine. Toutes ensemble, les boîtes ont débrayé, sorti les banderoles, formé les cortèges qui arrivent un à un sous les acclamations (...). La colère ouvrière, l'indignation, la détermination aussi s'expriment dans ce long face à face avec des gendarmes mobiles contractés, mal à l'aise devant l'ampleur de cette réaction populaire spontanée. »

« Quelquefois, les larmes d'une ouvrière dont les nerfs lâchent, ou le mépris craché au visage d'un flic. Mais c'est l'exception. Ce qui domine, c'est une sorte d'exaltation collective, de

sentiment de fierté, né du coude à coude, de la solidarité de classe concrètement ressentie, de la sûreté d'être du bon côté — celui de la justice, du droit — de l'assurance de la victoire finale. Après l'amertume, la colère, le désarroi de la première heure, je ne crois pas me tromper en disant que les sentiments qui ont dominé toute cette journée du 14 août ont été la joie et la fierté. » (« TS Spécial », 23-8-73.)

« Attaqué bille en tête sur le démenti du cabinet de Charbonnel quant à la participation des capitaux d'État aux quatre sociétés prévues par le plan (...), M. Giraud se voit en fait interrogé directement sur la réalité de ses pouvoirs de négociateur : il apparaît clairement qu'il n'a qu'un pouvoir de proposition et rien de plus. Un point pour les syndicats : la preuve est faite que les Lip n'ont pas en face d'eux d'interlocuteur valable, et donc que les véritables négociations sont encore à venir (...). » « Effacez-vous, Monsieur Giraud, effacez-vous vite : la comédie d'Arc et Senans a assez duré... »

(« TS », 586, 5-9-73.)

« La marche sur Besançon, le 29 septembre, fut à la hauteur de la bataille des Lip : de partout, de la Bretagne aux Pyrénées, militants syndicaux et politiques, jeunes des lycées ou des facs, et jeunes travailleurs des usines ou des campagnes, ouvrières et ouvriers en lutte (à Romans, Noguères, Cerizay, Dôle, etc.), et puis tous ceux des ateliers ou des bureaux qui mènent, au travers des Lip, un combat qu'ils ne peuvent pas toujours conduire avec autant de rigueur sur leur propre terrain, ils sont venus en masse. »

« Jamais, dans toute l'histoire ouvrière, il n'y eut vers une ville de province, un tel déplacement, avec une aussi forte détermination. Il s'agit là d'un événement historique... »

(« TS » 590, 3-10-73.)

(à suivre) Bernard LANGLOIS. ■

# 2178

## NOUVEAUX ABONNÉS

### la bataille pour TS continue !

jusqu'au 15 mars, prix spécial  
de 60 F. Avec en prime le  
manifeste du PSU :

« contrôler aujourd'hui pour  
décider demain ! »

un nom : .....

une adresse : .....

et un chèque de 60 F  
(+ un bouquin, c'est encore donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris  
C.C.P. Paris 5.826.65